

HOOFDSTUK VII. — *Verscheidene en slotbepalingen*

Art. 18. In artikel 20 van het decreet van 15 december 2011 houdende de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2012 waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De bepalingen voorzien in § 1, 1°, treedt in werking op 1 maart 2012. »

Art. 19. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2012, uitgezonderd artikel 3 dat uitwerking heeft op 1 januari 2008 en artikel 18 dat uitwerking heeft op 31 december 2011.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 10 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 581 (2011-2012), nrs. 1 tot 4.

Bespreking.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 9 mei 2012.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1533

[2012/202840]

10 MAI 2012. — Décret transposant la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives et partiellement la Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone.

Art. 2. L'article 1^{er} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret du 22 mars 2007, est remplacé par un nouvel article rédigé comme suit :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret a pour objectif, dans une approche intégrée et de réduction de la pollution, de protéger l'environnement et la santé humaine de toute influence dommageable des déchets par la prévention ou la réduction des effets nocifs de la production et de la gestion des déchets, et par une réduction des incidences globales de l'utilisation des ressources et une amélioration de l'efficacité de cette utilisation.

Dans la même approche, le présent décret vise :

1° à limiter, à surveiller et à contrôler les transferts de déchets;

2° à assurer la remise en état des sites.

§ 2. La hiérarchie des déchets établie ci-après s'applique par ordre de priorité dans la législation, la réglementation et la politique wallonne en matière de prévention et de gestion des déchets :

1° prévention;

2° préparation en vue de la réutilisation;

3° recyclage;

4° autre forme de valorisation, notamment énergétique;

5° élimination.

§ 3. L'application de la hiérarchie visée au § 2, implique que des mesures soient prises pour encourager les solutions produisant le meilleur résultat global sur le plan de l'environnement. Cela peut exiger que certains flux de déchets spécifiques s'écartent de ladite hiérarchie, lorsque cela se justifie par une réflexion fondée sur l'approche de cycle de vie concernant les effets globaux de la production et de la gestion de ces déchets.

Le Gouvernement détermine les circonstances et les conditions d'application de l'alinéa précédent.

Il est tenu compte des principes généraux de précaution et de gestion durable en matière de protection de l'environnement, de la faisabilité technique et de la viabilité économique, de la protection des ressources ainsi que des effets globaux sur l'environnement et la santé humaine, et des effets économiques et sociaux.

L'élaboration de la réglementation et de la politique en matière de déchets est transparente. »

Art. 3. A l'article 2 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 1°, le mot "matière" est remplacé par le mot "substance". Les mots "qui relève des catégories figurant à l'annexe I^o" sont supprimés;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° déchet dangereux : tout déchet qui possède l'une ou plusieurs des caractéristiques énumérées par le Gouvernement conformément aux prescriptions européennes en vigueur et qui de ce fait représente un danger spécifique pour l'homme ou pour l'environnement; »;

3° le 7°*bis*, inséré par le décret du 22 mars 2007, est remplacé par ce qui suit :

« 7°*bis* prévention : les mesures prises en amont de l'apparition du déchet, ou en aval, une fois celui-ci produit, et réduisant :

a) la quantité de déchets, y compris par l'intermédiaire de la réutilisation ou de sa préparation, ou de la prolongation de la durée de vie des produits;

b) les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine; ou

c) la teneur en substances nocives des matières et produits; »;

4° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° gestion des déchets : la collecte, le transport, le regroupement, la valorisation et l'élimination des déchets, y compris la surveillance de ces opérations, ainsi que la surveillance et la remise en état des sites d'élimination ou de valorisation après leur fermeture et notamment les actions menées en tant que négociant ou courtier; »;

5° le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° élimination : toute opération qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances ou d'énergie.

Il peut notamment s'agir de toute opération prévue à l'annexe II du présent décret ou de toute autre opération définie par le Gouvernement; »;

6° le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° valorisation : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en remplaçant d'autres matières qui auraient été utilisées à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, dans l'usine ou dans l'ensemble de l'économie.

L'annexe III du présent décret énumère une liste non exhaustive d'opérations de valorisation.

Peut également être définie comme telle toute autre opération que le Gouvernement détermine; »;

7° le 11° est remplacé par ce qui suit :

« 11° recyclage : toute opération de valorisation par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Cela inclut le retraitement des matières organiques, mais n'inclut pas la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible ou pour des opérations de remblayage; »;

8° le 11°*bis*, inséré par le décret du 22 mars 2007, est remplacé par ce qui suit :

« 11°*bis* réutilisation : toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus; »;

9° le 14° est remplacé par ce qui suit :

« 14° collecte : le ramassage des déchets, y compris leur tri et stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement ou de regroupement des déchets; »;

10° dans le 20°, inséré par le décret du 11 mars 1999, les mots "de déchets" sont ajoutés après le mot "producteur";

11° le 21°, inséré par le décret du 11 mars 1999, est remplacé par ce qui suit :

« 21° détenteur de déchets : le producteur des déchets ou la personne physique ou morale qui a les déchets en sa possession; »;

12° l'article est complété comme suit :

« 31° biodéchets : les déchets biodégradables de jardin ou de parc, les déchets alimentaires ou de cuisine issus des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que les déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires;

32° négociant : toute entreprise qui entreprend pour son propre compte l'acquisition et la vente ultérieure de déchets, y compris les négociants qui ne prennent pas physiquement possession des déchets;

33° courtier : toute entreprise qui organise la valorisation ou l'élimination de déchets pour le compte de tiers, y compris les courtiers qui ne prennent pas physiquement possession des déchets;

34° collecte sélective : une collecte dans le cadre de laquelle un flux de déchets est conservé séparément en fonction de son type et de sa nature afin de faciliter un traitement spécifique;

35° traitement : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination;

36° préparation en vue de la réutilisation : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation, par laquelle des produits ou des composants de produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement;

37° meilleures techniques disponibles : celles qui sont définies à l'article 1^{er}, 19°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

38° huiles usagées : toutes les huiles à usage non alimentaire, minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient initialement destinées, telles que les huiles usagées des moteurs à combustion et des systèmes de transmission, les huiles lubrifiantes, les huiles pour turbines et celles pour systèmes hydrauliques. »

Art. 4. A l'article 4 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "ne sont pas considérés comme déchets au sens" sont remplacés par les mots "sont exclus du champ d'application";

2° dans l'alinéa 1^{er}, point 2°, les mots "à l'article 2, 7°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution" sont remplacés par les mots "à l'article D.2, 39°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau";

3° L'article est complété comme suit :

« 3° les sols non pollués et autres matériaux géologiques naturels excavés au cours d'activités de construction lorsqu'il est certain que les matériaux seront utilisés aux fins de construction dans leur état naturel sur le site même de leur excavation;

4° les déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales, ainsi que de l'exploitation des carrières, couverts par d'autres législations;

5° le dioxyde de carbone capté et transporté en vue de son stockage géologique et effectivement stocké dans des formations géologiques conformément à la Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone ou exclu du champ d'application de ladite directive en vertu de son article 2, § 2. »

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article *4bis*, rédigé comme suit :

« Art. *4bis*. Une substance ou un objet issu d'un processus de production dont le but premier n'est pas la production dudit bien peut être considéré comme un sous-produit, et non pas comme un déchet, si les conditions suivantes sont remplies :

1° l'utilisation ultérieure de la substance ou de l'objet est certaine;

2° la substance ou l'objet peut être utilisé directement sans traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes;

3° la substance ou l'objet est produit en faisant partie intégrante d'un processus de production; et

4° l'utilisation ultérieure est légale, c'est-à-dire que la substance ou l'objet répond à toutes les prescriptions pertinentes relatives au produit, à l'environnement et à la protection de la santé prévues pour l'utilisation spécifique et n'aura pas d'incidences globales nocives pour l'environnement ou la santé humaine.

Sur la base des conditions visées à l'alinéa précédent :

1° le Gouvernement peut adopter des mesures déterminant des critères à respecter, qui seront définis au niveau communautaire, pour que des substances ou objets spécifiques soient considérés comme des sous-produits et non comme des déchets;

2° le Gouvernement peut déterminer les modalités procédurales selon lesquelles une substance ou un objet est reconnu comme un sous-produit et non comme un déchet. »

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré un article *4ter*, rédigé comme suit :

« Art. *4ter*. § 1^{er}. Certains déchets cessent d'être des déchets lorsqu'ils ont subi une opération de valorisation ou de recyclage et répondent à des critères spécifiques définis par l'Union européenne, qui comprennent des valeurs limites pour les polluants, si nécessaire, et tiennent compte de tout effet environnemental préjudiciable éventuel de la substance ou de l'objet.

§ 2. Le Gouvernement adopte les mesures nécessaires à la mise en œuvre des décisions ou règlements adoptés par les institutions de l'Union européenne spécifiant les conditions auxquelles les déchets cessent d'être des déchets.

§ 3. Pour les déchets pour lesquels aucun critère spécifique n'a été défini par l'Union européenne, le Gouvernement peut décider au cas par cas si certains déchets ont cessé d'être des déchets, en tenant compte de la jurisprudence communautaire, et pour autant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

1° la substance ou l'objet est couramment utilisé à des fins spécifiques;

2° il existe un marché ou une demande pour une telle substance ou un tel objet;

3° la substance ou l'objet remplit les exigences techniques aux fins spécifiques et respecte la législation et les normes applicables aux produits; et

4° l'utilisation de la substance ou de l'objet n'aura pas d'effets globaux nocifs pour l'environnement ou la santé humaine.

Le Gouvernement notifie de telles décisions à la Commission conformément à la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, lorsque celle-ci l'exige.

§ 4. Aux fins de vérifier ou de calculer les objectifs de recyclage et de valorisation imposés par ou en vertu de l'article *8bis*, les déchets qui ont cessé d'être des déchets conformément aux paragraphes précédents sont comptabilisés comme des déchets recyclés ou valorisés, lorsque les conditions relatives au recyclage et à la valorisation qu'il impose sont respectées ».

Art. 7. L'article *5quater* du même décret, inséré par le décret du 22 mars 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. *5quater*. Les producteurs, importateurs, distributeurs et détenteurs de biens et déchets prennent les dispositions nécessaires afin de respecter la hiérarchie établie à l'article 1^{er}, § 2, et de réaliser une gestion conforme aux prescrits des §§ 1^{er} et 2 de l'article 7, notamment par l'adaptation des modes de production et de distribution des biens et/ou de conditionnement des déchets. »

Art. 8. A l'article 6 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "ou de réduire la quantité ou la nocivité des déchets," sont remplacés par les mots "de réduire la quantité ou la nocivité des déchets, les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de cette utilisation";

2° dans le § 1^{er}, 4°, les mots "sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale, le développement, la production et" sont insérés entre les mots "favoriser" et "l'utilisation";

3° dans le § 1^{er}, 5°, les mots "à la réutilisation, au recyclage et" sont insérés entre les mots "destinés" et "à la valorisation";

4° dans le § 1^{er}, 6°, les mots "leur réutilisation, leur recyclage," sont insérés entre les mots "concerne" et "leur mode";

5° le § 3, alinéa 1^{er}, est complété par les mots suivants "à réduire les incidences globales de l'utilisation des ressources et à améliorer l'efficacité de cette utilisation.";

6° le § 5, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 5. Le Gouvernement peut octroyer un agrément aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation. Il conditionne l'octroi de toute compensation à ces associations et sociétés à cet agrément. Dans ce cadre, les associations et sociétés exercent un service d'intérêt économique général.

Le Gouvernement détermine :

1° la procédure et les conditions d'octroi de l'agrément, notamment l'objet social de la personne, les moyens techniques et humains requis, la moralité, les critères de réutilisation, le plan financier;

2° la procédure et les conditions de suspension de retrait de l'agrément;

3° les dispositions minimales que fixe l'agrément concernant les droits et les obligations auxquelles sont tenus leurs titulaires, notamment la nature et la durée des obligations de service public, la nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuels octroyés à l'entreprise, la transmission des données nécessaires au suivi de l'agrément et de l'activité, les conditions et les modalités de gestion et de réutilisation des biens ou déchets et le processus d'amélioration de la qualité. L'agrément indique la personne morale et le territoire concernés;

4° la durée de validité de l'agrément, qui ne peut excéder cinq ans;

5° les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation afin de s'assurer que le montant de la compensation n'excède pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, compte tenu des recettes y relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable sur les capitaux propres nécessaires pour l'exécution de ces obligations;

6° la procédure de contrôle à laquelle l'Office procède ou fait procéder de manière régulière afin de s'assurer que les entreprises ne bénéficient pas d'une compensation supérieure au montant prévu conformément aux paramètres de calcul visés au 5° et que la compensation soit effectivement utilisée pour assurer le fonctionnement du service d'intérêt économique général concerné, sans préjudice de la capacité de l'entreprise à profiter d'un bénéfice raisonnable. »

Art. 9. Dans le même décret, sous le Chapitre III "Prévention et limitation des nuisances lors de la gestion des déchets", *Section 1^{re}*. — "Dispositions communes", il est ajouté un article *6bis*, rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. La gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, et notamment :

1° sans créer de risque pour l'eau, l'air, le climat, le sol, la faune ou la flore;

2° sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives; et

3° sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier. »

Art. 10. A l'article 7 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Il est interdit d'abandonner, de rejeter ou de manipuler les déchets au mépris des dispositions légales et réglementaires »;

2° dans le § 2, les mots "dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur les eaux, l'air, le sol, la flore, la faune, à éviter les inconvénients par le bruit et les odeurs, et, d'une façon générale, sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme" sont remplacés par les mots "conformément à l'article *6bis*";

3° le § 2 est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Les personnes physiques ou morales qui assurent la collecte ou le transport de déchets à titre professionnel acheminent les déchets collectés et transportés vers des installations de regroupement ou de traitement appropriées et autorisées respectant les dispositions de l'article *6bis* »;

4° dans le § 3, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 11 mars 1999 et par le décret du 22 mars 2007, les mots "ou le détenteur" sont insérés entre les mots "producteur" et "des déchets";

5° le § 3, est complété par les alinéas suivants :

« Lorsque les déchets sont transférés, à des fins de traitement préliminaire, du producteur initial ou du détenteur à l'une des personnes physiques ou morales visées à l'alinéa précédent, la responsabilité d'effectuer une opération complète de valorisation ou d'élimination n'est pas levée.

Sans préjudice du Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, le Gouvernement peut préciser les conditions de la responsabilité et décider dans quels cas le producteur initial conserve la responsabilité de l'ensemble de la chaîne de traitement ou dans quel cas la responsabilité du producteur et du détenteur peut être partagée ou déléguée parmi les intervenants de la chaîne de traitement.

Ces modalités d'exonération, d'atténuation ou de partage de responsabilité sont arrêtées sur la base de critères tels que la nature des déchets, l'importance de leur flux, leur traçabilité, le respect de ses obligations légales et réglementaires par chaque acteur de la chaîne.

Les personnes visées à l'article 21, § 1^{er}, sont exonérées de la responsabilité visée à l'alinéa 2. »;

6° l'article 7 est complété par les paragraphes suivants rédigés comme suit :

« § 4. Les opérations de gestion des déchets sont effectuées dans le respect de la hiérarchie visée à l'article 1^{er}, § 2, et conformément à l'article *6bis*.

Lorsque cela est nécessaire pour le respect de l'alinéa précédent et pour faciliter ou améliorer la valorisation, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que les déchets à valoriser fassent l'objet d'une collecte sélective, pour autant que cette opération soit réalisable d'un point de vue technique, environnemental et économique. En cas de collecte sélective, les déchets ne sont pas mélangés avant leur traitement à d'autres déchets ou matériaux aux propriétés différentes.

§ 5. Lorsque la valorisation visée au § 4 n'est pas effectuée, les déchets font l'objet d'opérations d'élimination sûres et autorisées et qui respectent l'article *6bis*.

§ 6. Conformément au principe du pollueur-payeur et sans préjudice de l'article *8bis*, les coûts de la gestion des déchets sont supportés par le producteur de déchets initial ou par le détenteur actuel ou antérieur des déchets. »

Art. 11. L'article 8, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 20 décembre 2001, par le décret du 22 mars 2007 et par le décret du 30 avril 2009, est complété par les points 7° et 8° rédigés comme suit :

« 7° imposer le contrôle périodique et l'inspection des établissements ou entreprises effectuant des opérations de traitement de déchets, des établissements ou entreprises assurant à titre professionnel la collecte ou le transport de déchets, des courtiers et des négociants et des établissements ou les entreprises qui produisent des déchets dangereux, ainsi qu'en fixer les modalités.

Les inspections relatives aux opérations de collecte et de transport portent sur l'origine, la nature, la quantité et la destination des déchets collectés et transportés.

Les fonctionnaires chargés de la surveillance peuvent tenir compte des enregistrements obtenus dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) ou de tout autre référentiel de management environnemental, plus particulièrement en ce qui concerne la fréquence et l'intensité des inspections;

8° imposer aux entreprises et aux personnes morales de droit public une obligation de tri pour certains déchets spécifiques. »

Art. 12. Dans l'article *8bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 20 décembre 2001 et modifié par le décret du 22 mars 2007, les mots ", dans le respect de la hiérarchie visée à l'article 1^{er}, § 2," sont insérés entre les mots "d'assurer" et "la prévention".

Art. 13. Dans l'article 9 du même décret, les mots ", courtiers, négociants," sont insérés entre les mots "transporteurs" et "éliminateurs".

Art. 14. Dans l'article 10, alinéas 1^{er} et 3, du même décret, les mots ", ou exercent des activités de courtiers et négociants de tels déchets" sont insérés entre les mots "dangereux" et "sont soumises".

Dans le même article, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5 :

« Dans la mesure du possible, les éléments détenus par les autorités compétentes sont utilisés pour obtenir les informations nécessaires à l'enregistrement, afin de réduire au minimum la charge administrative. »

Art. 15. Dans l'article 11 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Ces autorisations déterminent au moins :

- 1° les types et quantités de déchets pouvant être traités;
- 2° pour chaque type d'opération faisant l'objet d'une autorisation, les prescriptions techniques et toutes autres prescriptions applicables au site concerné;
- 3° les mesures de sécurité et de précaution à prendre;
- 4° la méthode à utiliser pour chaque type d'opération;
- 5° les opérations de suivi et de contrôle, selon les besoins;
- 6° les dispositions relatives à la fermeture et à la surveillance après fermeture qui s'avèrent nécessaires. »

Art. 16. Au Chapitre III du même décret, une section *2bis* est insérée, rédigée comme suit :

« *Section 2bis.* — Dispositions particulières à la réutilisation et au recyclage

Art. 18bis. § 1^{er}. Dans le respect des compétences dévolues à la Région, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour promouvoir la réutilisation des produits et les activités de préparation en vue de la réutilisation, notamment en encourageant la mise en place et le soutien de réseaux de réutilisation et de réparation, l'utilisation d'instruments économiques, de critères d'attribution de marchés, d'objectifs quantitatifs ou d'autres mesures.

Il prend également des mesures pour promouvoir un recyclage de qualité et, à cet effet, met en place des collectes sélectives des déchets lorsqu'elles sont réalisables et souhaitables d'un point de vue technique, environnemental et économique afin de respecter les normes de qualité nécessaires pour les secteurs concernés du recyclage. Il peut également imposer une obligation de tri pour les déchets concernés.

Sous réserve de l'article 7, § 4, alinéa 2, les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre font l'objet de collectes sélectives d'ici 2015.

§ 2. Afin de tendre vers une société du recyclage, avec un niveau élevé de rendement des ressources, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour parvenir aux objectifs suivants :

1° d'ici 2020, les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre contenus dans les déchets ménagers et dans les déchets d'autres origines pour autant que ces flux de déchets soient assimilés aux déchets ménagers font l'objet soit d'une préparation en vue de leur réutilisation soit d'un recyclage, le tout à concurrence de minimum 50 % de leur poids global;

2° d'ici 2020, les déchets non dangereux de construction et de démolition, à l'exclusion des matériaux géologiques naturels définis dans la catégorie 17 05 04 du catalogue des déchets, font l'objet soit d'une préparation en vue de leur réutilisation, soit d'un recyclage, soit d'autres formules de valorisation de matière, y compris les opérations de remblayage qui utilisent des déchets au lieu d'autres matériaux, le tout à concurrence de minimum 70 % de leur poids.

§ 3. Tous les trois ans, le Gouvernement transmet, conformément à l'article 60bis, un rapport à la Commission européenne qui fait état de ses résultats dans la poursuite des objectifs fixés et qui, le cas échéant, si les objectifs ne sont pas atteints, énonce les raisons ainsi que les actions qui vont être entreprises pour y parvenir. »

Art. 17. Dans l'article 19 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, un nouvel alinéa est inséré entre les nouveaux alinéas 2 et 3 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut arrêter une liste de déchets dont l'incinération et la co-incinération est progressivement interdite »;

2° dans le § 3, alinéa 4 modifié par le décret du 19 septembre 2002, les mots "ou de l'incinération" sont insérés entre les mots "technique" et "Ces circonstances".

Art. 18. L'article 24 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999, par le décret du 18 juillet 2002 et par le décret du 18 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. § 1^{er}. Le Gouvernement établit conformément aux articles D.40 à D.47 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement un plan relatif à la gestion des déchets.

Ce plan est établi conformément à l'article 1^{er}, §§ 1^{er} à 3, à l'article 6bis, et à l'article 26bis.

Ce plan établit une analyse de la situation en matière de gestion des déchets sur le territoire wallon, ainsi que les mesures à prendre pour assurer dans de meilleures conditions une préparation des déchets respectueuse de l'environnement en vue de leur réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination et pour atteindre les objectifs du présent décret. Le plan comprend en outre une évaluation de la manière dont il soutiendra la mise en œuvre de la politique wallonne en matière de déchets.

Il peut comprendre une planification par type de déchets ou par secteur d'activités.

§ 2. Le plan comporte au moins les éléments suivants :

1° le type, la quantité et l'origine des déchets produits sur le territoire, les déchets susceptibles d'être transférés au départ ou à destination du territoire de la Région et une évaluation de l'évolution future des flux de déchets;

2° les systèmes existants de collecte de déchets et les principales installations de traitement y compris toutes les dispositions particulières concernant les huiles usagées, les déchets dangereux et les flux de déchets visés par des dispositions particulières;

3° une description de l'évolution dans le secteur en fonction des objectifs fixés et une évaluation des besoins en matière de nouveaux systèmes de collecte, de fermeture d'infrastructures de traitement des déchets existantes, d'installations supplémentaires de traitement des déchets et, si nécessaire, d'investissements y afférents;

4° des informations suffisantes sur les critères d'emplacement pour l'identification des sites et la capacité des futures installations de traitement, si nécessaire;

5° les grandes orientations en matière de gestion des déchets, y compris les méthodes et technologies de gestion des déchets prévues, ou des orientations en matière de gestion d'autres déchets posant des problèmes particuliers de gestion.

§ 3. Le plan peut également contenir, compte tenu du niveau géographique et de la couverture de la zone de planification, les éléments suivants :

1° les aspects organisationnels de la gestion des déchets, y compris une description de la répartition des compétences entre les acteurs publics et privés assurant la gestion des déchets;

2° une évaluation de l'utilité et de la validité de l'utilisation d'instruments économiques ou autres pour résoudre divers problèmes en matière de déchets, en tenant compte de la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur;

3° la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et d'information à l'intention du grand public ou de catégories particulières de consommateurs;

4° les sites d'élimination de déchets contaminés de longue date et les mesures prises pour leur assainissement.

Le plan est accompagné de données relatives à ses implications budgétaires pour les pouvoirs publics, à ses effets prévisibles sur l'économie en général à court, moyen et long termes, et à ses conséquences prévisibles sur l'environnement.

§ 4. Le plan relatif à la gestion des déchets comprend également un programme de prévention des déchets. Il s'agit d'un volet spécifique qui fixe les projets et actions à développer ainsi que les objectifs à atteindre en matière de prévention de l'apparition de déchets. Ce programme décrit également les mesures de prévention existantes et évalue l'utilité des exemples de mesures figurant à l'annexe V ou d'autres mesures appropriées.

Ce programme de prévention est établi conformément à l'article 1^{er}, §§ 1^{er} à 3, et le premier programme sera établi au plus tard pour le 12 décembre 2013.

Ces objectifs et mesures visent à rompre le lien entre la croissance économique et les incidences environnementales associées à la production de déchets.

Le Gouvernement y fixe les points de référence qualitatifs ou quantitatifs spécifiques appropriés pour les mesures de prévention des déchets adoptées de manière à suivre et à évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures et peut fixer des objectifs et des indicateurs qualitatifs ou quantitatifs spécifiques.

§ 5. Une fois adopté, le plan relatif à la gestion des déchets est notifié à la Commission européenne.

§ 6. Le plan de gestion et le programme de prévention qu'il contient sont évalués au moins tous les six ans et révisés s'il y a lieu, et dans l'affirmative, conformément aux dispositions relatives à la réutilisation et au recyclage visées au Chapitre III, Section 2*bis* et respectent les lignes directrices de la Commission européenne visées à l'article 9 de la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

§ 7. Le Gouvernement établit, suivant la procédure prévue aux articles 25 et 26, un plan des centres d'enfouissement technique qui comporte les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation et à l'exploitation des centres d'enfouissement technique, à l'exception des centres d'enfouissement réservés à l'usage exclusif du producteur initial de déchets. Sur ces sites, les autres activités de gestion de déchets, pour autant qu'elles soient liées à l'exploitation du C.E.T. ou qu'elles ne compromettent pas celle-ci, peuvent être admises.

Aucun centre d'enfouissement technique autre que destiné à l'usage exclusif du producteur initial de déchets ne peut être autorisé en dehors de ceux prévus par le plan visé au présent paragraphe.

§ 8. Un permis d'environnement pour une installation de gestion de déchets d'extraction visée par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ne peut être délivré que si l'autorité a l'assurance que la gestion des déchets n'entre pas directement en conflit ou n'interfère pas d'une autre manière avec la mise en œuvre des plans visés aux §§ 1^{er} et 2. »

Art. 19. Dans le chapitre V du même décret, il est inséré un article 26*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 26*bis*. § 1^{er}. Le Gouvernement prend les mesures appropriées, en coopération avec les autres Régions et d'autres Etats membres de l'Union européenne lorsque cela s'avère nécessaire ou opportun, en vue de l'établissement d'un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination des déchets et d'installations de valorisation des déchets ménagers en mélange collectés auprès des ménages privés, y compris lorsque cette collecte concerne également de tels déchets provenant d'autres producteurs, en tenant compte des meilleures techniques disponibles.

Par dérogation au Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, en vue de protéger le réseau, les importations de déchets destinés aux incinérateurs et relevant de la valorisation peuvent être limitées lorsqu'il a été établi que de telles importations auraient pour conséquence de devoir éliminer des déchets régionaux ou que ces déchets devraient être traités d'une manière qui n'est pas conforme au plan régional relatif à la gestion des déchets. La mesure de limitation est notifiée à la Commission européenne. Les exportations de déchets peuvent être limitées pour des motifs environnementaux énoncés dans le Règlement (CE) n° 1013/2006.

§ 2. Le réseau est conçu de manière à permettre à l'Union européenne dans son ensemble d'assurer elle-même l'élimination de ses déchets, ainsi que la valorisation des déchets visés au § 1^{er}, et à permettre aux Etats membres de tendre individuellement vers ce but, en tenant compte des conditions géographiques ou du besoin d'installations spécialisées pour certains types de déchet.

§ 3. Le réseau permet l'élimination des déchets ou la valorisation des déchets visés au § 1^{er} dans l'une des installations appropriées les plus proches, grâce à l'utilisation des méthodes et technologies les plus appropriées, pour garantir un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé publique.

§ 4. Les principes de proximité et d'autosuffisance ne signifient pas que la Région doit posséder la panoplie complète d'installations de valorisation finale sur son territoire. »

Art. 20. Dans l'article 27, alinéa 1^{er}, 2°, du même décret, les mots " réutilisation, recyclage" sont insérés entre les mots "collecte" et "et de valorisation".

Art. 21. Dans l'article 51 du même décret, remplacé par le décret du 5 juin 2008, la référence à l'article "7, §§ 1^{er}, 2 et 5" est remplacée par la référence à l'article "7, §§ 1^{er}, 2 et 3".

Art. 22. Le chapitre XI du même décret est complété par les articles 61*bis* et 61*ter* rédigés comme suit :

« Art. 61*bis*. Le Gouvernement coopère, le cas échéant, avec les Gouvernements des autres Régions et Etats membres concernés et la Commission européenne pour l'établissement des plans de gestion des déchets et des programmes de prévention des déchets visés à l'article 24, §§ 1^{er} à 5 du décret.

Art. 61*ter*. Tous les trois ans, et conformément aux modalités fixées par l'article 37, § 1^{er}, alinéa 2, de la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, le Gouvernement ou son délégué communiquent un rapport sectoriel à la Commission.

Ce rapport se présente en format électronique et contient des informations sur la mise en œuvre de la politique européenne en matière de déchets. Il comprend également des informations portant sur la gestion des huiles usagées et sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes de prévention des déchets ainsi que, le cas échéant, des informations sur les mesures prises au titre de la responsabilité élargie telle que définie à l'article 8 de la directive précitée. »

Art. 23. L'annexe I^{re} du même décret est abrogée.

Art. 24. Dans le même décret, l'annexe III est remplacée par l'annexe I^{re} jointe au présent décret.

Art. 25. A l'annexe IV du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le code G1 est remplacé par :

« G1 Stockage préalablement à l'une des opérations des annexes II ou III (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production des déchets) »;

2° la note sub-paginale suivante est insérée relativement au code G1 : « Par "stockage temporaire", on entend le stockage préliminaire au sens de l'article 2, 14°, du présent décret ».

Art. 26. Dans le même décret, il est inséré une annexe V qui est jointe en annexe 2 au présent décret.

Art. 27. A l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes le point 3° est remplacé par :

« 3° collecte sélective : la collecte sélective au sens de l'article 2, 34°, du décret du 27 juin 1996, mais limité exclusivement à la collecte en porte-à-porte chez le producteur, à la collecte par apport volontaire du producteur dans les parcs à conteneurs, conteneurs ou bulles accessibles aux producteurs. »

Art. 28. A l'article D.56, § 4, alinéa 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les mots " ou la personne qu'il délègue à cette fin," sont insérés entre les mots "au Gouvernement" et "dans les trente jours".

Art. 29. A l'article D.29-21, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "A.1. et A.2." sont remplacés par les mots "A.1., A.2., et A.3.";

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les plans et programmes de catégorie A.1, A.2 et A.3 sont publiés sur le portail environnement du site de la Région wallonne. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) Session 2011-2012.

Documents du Parlement wallon, 579 (2011-2012), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 mai 2012.

Discussion.

Vote.

Annexe I^{re} au décret du 10 mai 2012 transposant la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives

« Annexe III : Opérations de valorisation

- R 1 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie [*].
- R 2 Récupération ou régénération des solvants.
- R 3 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques) [**].
- R 4 Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques.
- R 5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques [***].
- R 6 Régénération des acides ou des bases.
- R 7 Récupération des produits servant à capter les polluants.
- R 8 Récupération des produits provenant des catalyseurs.
- R 9 Régénération ou autres réutilisations des huiles.
- R 10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie.
- R 11 Utilisation de déchets résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R 1 à R 10.

[*] Cette opération inclut les installations d'incinération dont l'activité principale consiste à traiter les déchets municipaux solides pour autant que leur rendement énergétique soit égal ou supérieur :

— à 0,60 pour les installations en fonctionnement et autorisées conformément à la législation communautaire applicable avant le 1^{er} janvier 2009;

— à 0,65 pour les installations autorisées après le 31 décembre 2008, calculé selon la formule suivante : rendement énergétique = $(E_p - (E_f + E_i)) / (0,97 \times (E_w + E_f))$, où :

— E_p représente la production annuelle d'énergie sous forme de chaleur ou d'électricité. Elle est calculée en multipliant par 2,6 l'énergie produite sous forme d'électricité et par 1,1 l'énergie produite sous forme de chaleur pour une exploitation commerciale (GJ/an);

— E_f représente l'apport énergétique annuel du système en combustibles servant à la production de vapeur (GJ/an);

— E_w représente la quantité annuelle d'énergie contenue dans les déchets traités, calculée sur la base du pouvoir calorifique inférieur des déchets (GJ/an);

— E_i représente la quantité annuelle d'énergie importée, hors E_w et E_f (GJ/an);

— 0,97 est un coefficient prenant en compte les déperditions d'énergie dues aux mâchefers d'incinération et au rayonnement. Cette formule est appliquée conformément au document de référence sur les meilleures techniques disponibles en matière d'incinération de déchets (BREF Incinération).

[**] Cette opération comprend la gazéification et la pyrolyse utilisant les produits comme produits chimiques.

[***] Cette opération comprend le nettoyage des sols à des fins de valorisation, ainsi que le recyclage des matériaux de construction inorganiques. »

Annexe 2 au décret du 10 mai 2012 transposant la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives

« Annexe V : Exemples de mesures de prévention des déchets visées à l'article 24, § 4, sans préjudice de la compétence de l'autorité fédérale

Mesures pouvant influencer les conditions d'encadrement de la production de déchets

1. Utilisation de mesures de planification ou d'autres instruments économiques favorisant une utilisation efficace des ressources.

2. Promotion de la recherche et du développement en vue de la réalisation de produits et de technologies plus propres et plus économes en ressources, et diffusion et utilisation des résultats de ces travaux.

3. Elaboration d'indicateurs efficaces et significatifs sur les pressions environnementales associées à la production de déchets en vue de contribuer à la prévention de la production de déchets à tous les niveaux, depuis les comparaisons de produits au niveau communautaire jusqu'aux mesures sur le plan national en passant par les actions entreprises par les collectivités locales.

Mesures pouvant influencer la phase de conception, de production et de distribution.

4. Promotion de l'éco-conception (intégration systématique des aspects environnementaux dans la conception du produit en vue d'améliorer la performance environnementale du produit tout au long de son cycle de vie).

5. Informations sur les techniques de prévention des déchets en vue de favoriser la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles par les entreprises.

6. Organisation de formations à l'intention des autorités compétentes sur l'intégration d'exigences en matière de prévention des déchets dans les autorisations au titre du présent décret et du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

7. Adoption de mesures de prévention des déchets dans les installations qui relèvent du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Le cas échéant, ces mesures pourraient comprendre des bilans ou des plans de prévention des déchets.

8. Organisation de campagnes de sensibilisation ou aide en faveur des entreprises sous la forme d'un soutien financier, d'aides à la décision ou autres. Ces mesures devraient se révéler particulièrement efficaces si elles sont destinées et adaptées aux petites et moyennes entreprises et s'appuient sur des réseaux d'entreprises bien établis.

9. Recours aux accords volontaires, aux panels de consommateurs et de producteurs ou aux négociations sectorielles afin d'inciter les entreprises ou les secteurs d'activité concernés à définir leurs propres plans ou objectifs de prévention des déchets, ou à modifier des produits ou des conditionnements produisant trop de déchets.

10. Promotion de systèmes de management environnemental recommandables, comme l'EMAS et la norme ISO 14001.

Mesures pouvant influencer la phase de consommation et d'utilisation

11. Utilisation d'instruments économiques, notamment de mesures favorisant un comportement d'achat écologique, ou instauration d'un régime rendant payant, pour les consommateurs, un article ou un élément d'emballage ordinairement gratuits.

12. Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et d'information à l'intention du grand public ou de catégories particulières de consommateurs.

13. Promotion de labels écologiques crédibles.

14. Conclusion d'accords avec les producteurs, en recourant notamment à des groupes d'étude de produits comme cela se pratique dans le cadre de la politique intégrée des produits, ou avec les détaillants sur la mise à disposition d'informations relatives à la prévention des déchets et de produits de moindre incidence sur l'environnement.

15. Dans le cadre des marchés publics et privés, intégration de critères de protection de l'environnement et de prévention des déchets dans les appels d'offres et les contrats, comme le préconise le manuel sur les marchés publics écologiques, publié par la Commission le 29 octobre 2004.

16. Incitation à réutiliser et/ou à réparer des produits au rebut susceptibles de l'être, ou leurs composantes, notamment par le recours à des mesures éducatives, économiques, logistiques ou autres, telles que le soutien à des réseaux et à des centres agréés de réparation et de réutilisation, ou leur création, surtout dans les régions à forte densité de population. »

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1533

[2012/202840]

10. MAI 2012 — Dekret zur Umsetzung der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret werden die Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Dezember 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien, sowie die Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, wird durch einen neuen Artikel mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Artikel 1 - § 1 - Das vorliegende Dekret zielt darauf ab, im Rahmen eines integrierten Konzepts zur Verminderung der Verschmutzung die Umwelt und die menschliche Gesundheit vor jeglichen schädlichen Einflüssen der Abfälle zu schützen, indem die schädlichen Auswirkungen der Erzeugung und Bewirtschaftung von Abfällen vermieden oder verringert, die Gesamtauswirkungen der Ressourcennutzung reduziert und die Effizienz der Ressourcennutzung verbessert werden.

Im Rahmen dieses Konzepts zielt das vorliegende Dekret zudem darauf ab:

- 1° die Verbringung von Abfällen einzuschränken, zu überwachen und zu kontrollieren;
- 2° die Wiederinstandsetzung der Standorte zu gewährleisten.

§ 2 - Folgende Abfallhierarchie liegt den wallonischen Rechtsvorschriften, Regelungen und politischen Maßnahmen im Bereich der Abfallvermeidung und -bewirtschaftung als Prioritätenfolge zugrunde:

- 1° Vermeidung;
- 2° Vorbereitung zur Wiederverwendung;
- 3° Recycling;
- 4° sonstige Verwertung, z.B. energetische Verwertung;
- 5° Beseitigung.

§ 3 - Bei der Anwendung der Abfallhierarchie nach § 2 wird vorausgesetzt, dass Maßnahmen zur Förderung derjenigen Optionen, die das beste Ergebnis unter dem Aspekt des Umweltschutzes erbringen, getroffen werden. Dies kann erfordern, dass bestimmte Abfallströme von der Abfallhierarchie abweichen, sofern dies durch Lebenszykluskennern hinsichtlich der gesamten Auswirkungen der Erzeugung und Bewirtschaftung dieser Abfälle gerechtfertigt ist.

Die Regierung bestimmt die Umstände und die Anwendungsbedingungen für den vorerwähnten Absatz.

Dabei werden die allgemeinen Umweltschutzgrundsätze der Vorsorge und der Nachhaltigkeit, der technischen Durchführbarkeit und der wirtschaftlichen Vertretbarkeit, des Schutzes von Ressourcen, und die Gesamtauswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit sowie die wirtschaftlichen und sozialen Folgen berücksichtigt.

Die Entwicklung von Abfallrecht und Abfallpolitik wird völlig transparent durchgeführt.»

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° der französischen Fassung wird der Begriff "matière" durch den Begriff "substance" ersetzt. Der Wortlaut "die unter die in Anhang I aufgeführten Kategorien fallen und" wird gestrichen;

2° Absatz 5° wird durch das Folgende ersetzt:

«5° gefährlicher Abfall: Abfall, der eine oder mehrere der von der Regierung gemäß den gültigen europäischen Vorschriften aufgezählten Eigenschaften aufweist und der folglich eine spezifische Gefahr für den Menschen oder die Umwelt darstellt;»

3° Punkt 7°*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

7°*bis* Vermeidung: Die vor oder nach der Abfallerzeugung ergriffenen Maßnahmen, die Folgendes verringern:

- a) die Abfallmenge, auch durch die Wiederverwendung oder die Vorbereitung von Erzeugnissen oder die Verlängerung ihrer Lebensdauer;
- b) die schädlichen Auswirkungen des erzeugten Abfalls auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit oder
- c) den Gehalt an schädlichen Stoffen in Materialien und Erzeugnissen;

4° Punkt 8° wird durch das Folgende ersetzt:

«8° Abfallbewirtschaftung: die Sammlung, der Transport, das Vermengen, die Verwertung und die Beseitigung von Abfällen, einschließlich der Überwachung dieser Verfahren sowie der Nachsorge von Verwertungs- und Beseitigungsanlagen nach deren Schließung und einschließlich der Handlungen, die von Händlern oder Maklern vorgenommen werden;»;

5° Punkt 9° wird durch das Folgende ersetzt:

«9° Beseitigung: jedes Verfahren, das keine Verwertung ist, auch wenn das Verfahren zur Nebenfolge hat, dass Stoffe oder Energie zurück gewonnen werden.

Dabei handelt es sich insbesondere um jeden in Anlage II des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Vorgang oder jeden sonstigen Vorgang, der von der Regierung bestimmt wird;»;

6° Punkt 10° wird durch das Folgende ersetzt:

«10° Verwertung: jedes Verfahren, als dessen Hauptergebnis Abfälle innerhalb der Anlage oder in der weiteren Wirtschaft einem sinnvollen Zweck zugeführt werden, indem sie andere Materialien ersetzen, die ansonsten zur Erfüllung einer bestimmte Funktion verwendet worden wären, oder die Abfälle so vorbereitet werden, dass sie diese Funktion erfüllen.

Anlage III des vorliegenden Dekrets enthält eine nicht erschöpfende Liste von Verwertungsverfahren.

Jedes weitere Verfahren, das von der Regierung bestimmt wird, kann ebenfalls als Verwertungsverfahren definiert werden;»;

7° Punkt 11° wird durch das Folgende ersetzt:

«Recycling: jedes Verwertungsverfahren, durch das Abfallmaterialien zu Erzeugnissen, Materialien oder Stoffen entweder für den ursprünglichen Zweck oder für andere Zwecke aufbereitet werden. Es schließt die Aufbereitung organischer Materialien ein, aber nicht die energetische Verwertung und die Aufbereitung zu Materialien, die für die Verwendung als Brennstoff oder zur Verfüllung bestimmt sind;»;

8° Punkt 11°*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

«11°*bis* Wiederverwendung: jedes Verfahren, durch das Erzeugnisse oder ihre Bestandteile, bei denen es sich nicht um Abfälle handelt, erneut eine Verwendung finden, die der entspricht, für die sie entworfen worden sind;»;

9° Punkt 14° wird durch das Folgende ersetzt:

«14° Sammlung: das Einsammeln von Abfällen, einschließlich deren vorläufiger Sortierung und vorläufiger Lagerung zum Zwecke des Transports zu einer Anlage zur Abfallbehandlung oder -zusammenstellung;»;

10° in den Punkt 20°, eingefügt durch das Dekret vom 11. März 1999 wird der Begriff "Erzeuger" durch den Begriff "Abfallerzeuger" ersetzt;

11° Punkt 21°, eingefügt durch das Dekret vom 11. März 1999, wird durch Folgendes ersetzt:

«21° Abfallbesitzer: der Erzeuger von Abfällen oder die natürliche bzw. juristische Person, in deren Besitz diese Abfälle sind;»;

12° Der Artikel wird wie folgt ergänzt:

«31° Bioabfall: biologisch abbaubare Garten- und Parkabfälle, Nahrungs- und Küchenabfälle aus Haushalten, aus dem Gaststätten- und Cateringgewerbe und aus dem Einzelhandel sowie vergleichbare Abfälle aus Nahrungsmittelverarbeitungsbetrieben;

32° Händler: jedes Unternehmen, das in eigener Verantwortung handelt, wenn es Abfälle kauft und anschließend verkauft, einschließlich solcher Händler, die die Abfälle nicht physisch in Besitz nehmen;

33° Makler: jedes Unternehmen, das für die Verwertung oder die Beseitigung von Abfällen für andere sorgt, einschließlich solcher Makler, die die Abfälle nicht physisch in Besitz nehmen;

34° Getrennte Sammlung: die Sammlung, bei der ein Abfallstrom nach Art und Beschaffenheit des Abfalls getrennt gehalten wird, um eine bestimmte Behandlung zu erleichtern;

35° Behandlung: Verwertungs- oder Beseitigungsverfahren, einschließlich Vorbereitung vor der Verwertung oder Beseitigung;

36° Vorbereitung zur Wiederverwendung: jedes Verwertungsverfahren der Prüfung, Reinigung oder Reparatur, bei dem Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, die zu Abfällen geworden sind, so vorbereitet werden, dass sie ohne weitere Vorbehandlung wiederverwendet werden können;

37° beste verfügbare Techniken: die besten verfügbaren Techniken im Sinne von Artikel 1 19° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

38° Altöl: alle nicht für den Nahrungsmittelbereich bestimmten mineralischen oder synthetischen Schmier- oder Industrieöle, die für den Verwendungszweck, für den sie ursprünglich bestimmt waren, ungeeignet geworden sind, wie z.B. gebrauchte Verbrennungsmotoren- und Getriebeöle, Schmieröle, Turbinen- und Hydrauliköle.»

Art. 4 - In Artikel 4 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Im Sinne des vorliegenden Dekrets werden nicht als Abfälle betrachtet: " durch den Wortlaut "Werden aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets ausgeschlossen: " ersetzt;

2° in Absatz 1 Punkt 2° wird der Wortlaut "in Artikel 2 7° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung" durch den Wortlaut "in Artikel D.23 9° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet," ersetzt;

3° Der Artikel wird wie folgt ergänzt:

«3° nicht kontaminierte Böden und andere natürlich vorkommende Materialien, die im Zuge von Bauarbeiten ausgehoben wurden, sofern sicher ist, dass die Materialien in ihrem natürlichen Zustand an dem Ort, an dem sie ausgehoben wurden, für Bauzwecke verwendet werden;

4° Abfälle, die beim Aufsuchen, Gewinnen, Aufbereiten und Lagern mineralischer Ressourcen sowie beim Betrieb von Steinbrüchen entstehen und unter andere Gesetzgebungen fallen;

5° Kohlendioxid, das für die Zwecke der geologischen Speicherung abgeschieden und transportiert sowie gemäß der Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid geologisch gespeichert wird oder gemäß Artikel 2 Absatz 2 jener Richtlinie aus ihrem Geltungsbereich ausgenommen ist.»

Art. 5 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 4*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 4*bis* - Ein Stoff oder Gegenstand, der das Ergebnis eines Herstellungsverfahrens ist, dessen Hauptziel nicht die Herstellung dieses Stoffes oder Gegenstands ist, kann als Nebenprodukt und nicht als Abfall gelten, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:

1° es ist sicher, dass der Stoff oder Gegenstand weiter verwendet wird;

2° der Stoff oder Gegenstand kann direkt ohne weitere Verarbeitung, die über die normalen industriellen Verfahren hinausgeht, verwendet werden;

3° der Stoff oder Gegenstand wird als integraler Bestandteil eines Herstellungsprozesses erzeugt und

4° die weitere Verwendung ist rechtmäßig, d.h. der Stoff oder Gegenstand erfüllt alle einschlägigen Produkt-, Umwelt- und Gesundheitsschutzanforderungen für die jeweilige Verwendung und führt insgesamt nicht zu schädlichen Umwelt- oder Gesundheitsfolgen.

Auf der Grundlage der Voraussetzungen nach Absatz 1:

1° Die Regierung ist befugt, Maßnahmen zu verabschieden zur Festlegung der zu beachtenden Kriterien, welche auf gemeinschaftlicher Ebene bestimmt werden und nach denen bestimmte Stoffe oder Gegenstände als Nebenprodukt und nicht als Abfall anzusehen sind;

2° Die Regierung ist befugt, die Verfahrensmodalitäten festzulegen, nach denen ein Stoff oder ein Gegenstand als Nebenprodukt und nicht als Abfall angesehen wird.»

Art. 6 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 4^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 4^{ter} - § 1 - Bestimmte festgelegte Abfälle sind nicht mehr als Abfälle anzusehen, wenn sie ein Verwertungsverfahren, wozu auch ein Recyclingverfahren zu rechnen ist, durchlaufen haben und spezifische Kriterien erfüllen, die von der Europäischen Union festgelegt werden und die erforderlichenfalls Grenzwerte für Schadstoffe enthalten und möglichen nachteiligen Umweltauswirkungen des Stoffes oder Gegenstands Rechnung tragen.

§ 2 - Die Regierung verabschiedet die Maßnahmen, die für die Umsetzung der von den Einrichtungen der Europäischen Union verabschiedeten Beschlüsse oder Verordnungen notwendig sind, wobei sie die Bedingungen anführt, unter denen die Abfälle nicht mehr als Abfälle angesehen werden.

§ 3 - Für die Abfälle, für die auf Gemeinschaftsebene keine spezifische Kriterien festgelegt wurden, kann die Regierung im Einzelfall entscheiden, ob bestimmte Abfälle unter Berücksichtigung der geltenden gemeinschaftlichen Rechtsprechung nicht mehr als Abfälle anzusehen sind, unter der Bedingung, dass die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:

1° Der Stoff oder Gegenstand wird gemeinhin für bestimmte Zwecke verwendet;

2° es besteht ein Markt für diesen Stoff oder Gegenstand oder eine Nachfrage danach;

3° der Stoff oder Gegenstand erfüllt die technischen Anforderungen für die bestimmten Zwecke und genügt den bestehenden Rechtsvorschriften und Normen für Erzeugnisse und

4° die Verwendung des Stoffs oder Gegenstands führt insgesamt nicht zu schädlichen Umwelt- oder Gesundheitsfolgen.

Die Regierung teilt der Kommission diese Entscheidungen gemäß der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft mit, sofern jene Richtlinie dies erfordert.

§ 4 - Bei der Überprüfung oder Berechnung, ob die Recycling- und Verwertungsziele, die durch oder aufgrund des Artikels 8^{bis} eingehalten werden, werden die Abfälle, die gemäß den vorangeführten Absätzen nicht länger als Abfälle angesehen werden, als recycelte und verwertete Abfälle gerechnet, sofern die Recycling- und Verwertungsanforderungen dieses Artikels erfüllt sind.»

Art. 7 - Artikel 5^{quater} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 5^{quater} - Die Hersteller, Importeure, Vertrieber und Besitzer von Gütern und Abfällen treffen die notwendigen Maßnahmen, um der in Artikel 1 § 2 festgelegten Rangordnung Rechnung zu tragen und die Abfälle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 7 § 1 und § 2 zu bewirtschaften, insbesondere durch die Anpassung der Verfahren für die Produktion und den Vertrieb der Güter und/oder die Konditionierung der Abfälle.»

Art. 8 - In Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "oder um die Menge bzw. die Schädlichkeit der Abfälle zu beschränken" durch den Wortlaut "um die Menge bzw. die Schädlichkeit der Abfälle zu verringern, die Gesamtauswirkungen der Ressourcennutzung zu reduzieren und die Effizienz der Ressourcennutzung zu verbessern" ersetzt;

2° in § 1 4° wird der Wortlaut "unbeschadet der Zuständigkeiten der Föderalbehörde die Entwicklung, die Erzeugung und" vor den Wortlaut "die Benutzung von Produkten zu fördern" eingefügt;

3° in § 1 5° wird zwischen den Wortlaut "für die Verwertung" und den Wortlaut "bestimmt sind" der Wortlaut", die Wiederverwendung und das Recycling" eingefügt;

4° In § 1 6° wird zwischen den Wortlaut "über" und den Wortlaut "ihre Verwertungs- oder Beseitigungsart" der Wortlaut "ihre Wiederverwendung, ihr Recycling," eingefügt;

5° § 3 Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: ", zur Reduzierung der Gesamtauswirkungen der Ressourcennutzung und zur Verbesserung der Effizienz der Ressourcennutzung.";

6° § 5 Absatz 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

§ 5 - Die Regierung kann den Vereinigungen ohne Erwerbzweck und den Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, eine Zulassung erteilen. Die Gewährung jeglicher Ausgleichszahlungen zugunsten dieser Vereinigungen und Unternehmen setzt diese Zulassung voraus. In diesem Rahmen erbringen Vereinigungen und Unternehmen eine Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse.

Die Regierung bestimmt:

1° das Verfahren und die Bedingungen für die Erteilung der Zulassung, insbesondere hinsichtlich des Gesellschaftszwecks der Person, der verlangten technischen und menschlichen Mittel, der Moralität, der Wiederverwendungskriterien, des Finanzplans;

2° das Verfahren und die Bedingungen für die Aussetzung und den Entzug der Zulassung;

3° die Mindestbestimmungen der Zulassung hinsichtlich der Rechte und Pflichten der Inhaber dieser Zulassung, insbesondere betreffend die Art und die Dauer der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, die Art der dem Unternehmen ggf. gewährten ausschließlichen oder besonderen Rechte, die Übermittlung der für die Überprüfung der Zulassung und der Aktivität notwendigen Angaben, die Bedingungen und Modalitäten für die Bewirtschaftung und Wiederverwendung der Güter oder Abfälle und das Verfahren zur Qualitätsverbesserung. Die Zulassung gibt die juristische Person sowie den räumlichen Geltungsbereich an;

4° die Gültigkeitsdauer der Zulassung, die fünf Jahre nicht überschreiten darf;

5° die Parameter für die Berechnung, Überwachung und etwaige Änderung der Ausgleichszahlungen, um sicherzustellen, dass der Betrag der Ausgleichszahlung nicht über die durch die Erfüllung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes verursachten Kosten hinausgehen, wobei die diesbezüglich erwirtschafteten Erträge zu berücksichtigen sind, sowie eine angemessene Rendite auf dem Eigenkapital, das für die Ausführung dieser Verpflichtungen erforderlich ist;

6° Das Kontrollverfahren, das das Amt regelmäßig durchführt oder durchführen lässt, um sicherzustellen, dass der Betrag des den Unternehmen gewährten Ausgleichs nicht über den Betrag hinausgeht, der gemäß den in Punkt 5° angeführten Parametern für die Berechnung hinausgeht, und dass der Ausgleich tatsächlich für das Funktionieren der betreffenden Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse verwendet wird, unbeschadet der Möglichkeit für das Unternehmen, die zu verwenden.»

Art. 9 - In dasselbe Dekret wird unter Kapitel III "Verhütung und Einschränkung von Belästigungen bei der Abfallbewirtschaftung", *Abschnitt 1* — "Gemeinsame Bestimmungen" ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *6bis* - Die Abfallbewirtschaftung erfolgt ohne Gefährdung der menschlichen Gesundheit oder Schädigung der Umwelt erfolgt und insbesondere:

1° ohne Gefährdung von Wasser, Luft, Klima, Boden, Tieren und Pflanzen;

2° ohne Verursachung von Geräusch- oder Geruchsbelästigungen und

3° ohne Beeinträchtigung der Landschaft oder von Orten von besonderem Interesse.»

Art. 10 - In Artikel 7 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch das Folgende ersetzt:

«§ 1 - Es ist verboten, Abfälle unter Missachtung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen zurückzulassen, zu beseitigen oder zu handhaben»;

2° in § 2 wird der Wortlaut "so zu gewährleisten oder gewährleisten zu lassen, dass irgendwelche negative Auswirkungen auf die Gewässer, die Luft, den Boden, die Flora oder die Fauna beschränkt werden, dass Belästigungen durch Lärm oder Geruch vermieden werden und im allgemeinen, dass weder die Umwelt noch die Gesundheit des Menschen gefährdet werden" durch den Wortlaut "gemäß Artikel *6bis* zu gewährleisten oder gewährleisten zu lassen" ersetzt;

3° § 2 wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die natürlichen oder juristischen Personen, die gewerbsmäßig Abfälle sammeln oder befördern, liefern die gesammelten und beförderten Abfälle an geeignete und zugelassene Anlagen zur Zusammenstellung oder Abfallbehandlung, die die Bestimmungen des Artikels *6bis* erfüllen»;

4° in § 3 Absatz 1 abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und das Dekret vom 22. März 2007 wird der Wortlaut "von ihrem Erzeuger" durch den Wortlaut "von ihrem Erzeuger oder Besitzer" ersetzt;

5° § 3 wird durch folgende Absätze ergänzt:

«Werden die Abfälle vom Ersterzeuger oder Besitzer zur vorläufigen Behandlung zu einer der in dem vorangeführten Absatz genannten natürlichen oder juristischen Personen verbracht, endet ihre Verantwortung für die Durchführung eines vollständigen Verwertungs- oder Beseitigungsverfahrens nicht.

Unbeschadet der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen kann die Regierung die Bedingungen für die Verantwortung im Einzelnen festlegen und entscheiden, in welchen Fällen der Ersterzeuger für die gesamte Behandlungskette verantwortlich bleibt oder in welchen Fällen die Verantwortung des Erzeugers und des Besitzers zwischen den Akteuren der Behandlungskette geteilt oder delegiert werden kann.

Diese Modalitäten zur Befreiung, Erleichterung oder gemeinsamen Übernahme von Verantwortung werden festgelegt auf der Grundlage von Kriterien wie die Art der Abfälle, das Ausmaß der Abfallströme, ihre Rückverfolgbarkeit, die Beachtung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften durch alle Akteure der Abfallbewirtschaftung.

Die in Artikel 21 § 1 erwähnten Personen werden von der in Absatz 2 erwähnten Verantwortung befreit.»;

6° Artikel 7 wird durch die folgenden Paragraphen mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 4 - Die Vorgänge zur Behandlung der Abfälle werden unter Beachtung der in Artikel 1 § 2 erwähnten Hierarchie und gemäß Artikel *6bis* durchgeführt.

Falls dies zur Einhaltung des vorerwähnten Absatzes und zur Erleichterung oder Verbesserung der Verwertung erforderlich ist, trifft die Regierung die erforderlichen Maßnahmen, um die getrennte Sammlung der Abfälle zu gewährleisten, falls dies technisch, ökologisch und wirtschaftlich durchführbar ist. Im Falle einer getrennten Sammlung werden die Abfälle vor deren Behandlung nicht mit anderen Abfällen oder anderen Materialien mit andersartigen Eigenschaften vermischt.

§ 5 - Abfälle, die nicht gemäß Paragraph 4 verwertet werden, werden Verfahren der unbedenklichen und erlaubten Beseitigung unterzogen, die den Bestimmungen des Artikels *6bis* genügen.

§ 6 - Gemäß dem Verursacherprinzip und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel *8bis* sind die Kosten der Abfallbewirtschaftung von dem Abfallerzeuger oder von dem derzeitigen Abfallbesitzer oder den früheren Abfallbesitzern zu tragen.

Art. 11 - Artikel 8 § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 20. Dezember 2001, das Dekret vom 22. März 2007 und das Dekret vom 30. April 2009, wird durch die Punkte 7° und 8° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«7° die Anlagen oder Unternehmen, die Abfallbehandlungsverfahren durchführen, Anlagen oder Unternehmen, die gewerbsmäßig Abfälle sammeln oder befördern, Makler und Händler sowie Anlagen oder Unternehmen, die gefährliche Abfälle erzeugen, sind in regelmäßigen Abständen Kontrollen und Inspektionen unterziehen, wobei die diesbezüglichen Modalitäten festzulegen sind.

Inspektionen bezüglich der Sammlungs- und Beförderungstätigkeiten erstrecken sich auf den Ursprung, die Art, Menge und den endgültigen Bestimmungsort der gesammelten und transportierten Abfälle.

Die mit der Überwachung beauftragten Beamten können Eintragungen in das Register des Gemeinschaftssystems für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) oder in jedes sonstige Bezugssystem für Umweltmanagement, insbesondere in Bezug auf Häufigkeit und Intensität der Inspektionen, berücksichtigen.

8° den Unternehmen und den juristischen Personen öffentlichen Rechts für bestimmte spezifische Abfälle die Verpflichtung auferlegen, diese zu sortieren.»

Art. 12 - In Artikel *8bis*, § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 2001 und abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007 wird zwischen den Wortlaut "Abfälle" und den Wortlaut "zu gewährleisten" der Wortlaut "unter Beachtung der in Artikel 1, § 2 erwähnten Hierarchie" eingefügt.

Art. 13 - Artikel 9 Absatz 1 desselben Dekrets wird durch den Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Die Regierung kann den Abfallerzeugern, Transport- und Sammelunternehmen, Maklern und Händlern, sowie den Unternehmen, die Abfälle beseitigen, verwerten oder besitzen, die Verpflichtung auferlegen.»

Art. 14 - In Artikel 10 Absatz 1 und 3 wird jeweils zwischen dem Wortlaut "sammeln oder befördern," und dem Wortlaut "werden der Verpflichtung" der Wortlaut "oder die eine Tätigkeit als Makler oder Händler derartiger Abfälle ausüben," eingefügt.

In denselben Artikel wird folgender Absatz zwischen die Absätze 4 und 5 eingefügt:

«Bei der zuständigen Behörde vorliegende Aufzeichnungen werden verwendet, um relevante Informationen für diesen Registrierungsverfahren zu erhalten und die Verwaltungsbelastung zu verringern.»

Art. 15 - In Artikel 11 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999, wird folgender Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«In diesen Genehmigungen ist mindestens Folgendes festzulegen:

- 1° Art und Menge der Abfälle, die behandelt werden dürfen;
- 2° für jede genehmigte Tätigkeit die technischen und alle sonstigen Anforderungen an den betreffenden Standort;
- 3° zu ergreifende Sicherheits- und Vorsorgemaßnahmen;
- 4° die für jede Tätigkeit anzuwendende Methode;
- 5° Überwachungs- und Kontrollverfahren, sofern erforderlich;
- 6° Bestimmungen betreffend Schließung und Nachsorge, sofern erforderlich.»

Art. 16 - In Kapitel III desselben Dekrets wird folgender Abschnitt *2bis* eingefügt:

«*Abschnitt 2bis* — Besondere Bestimmungen in Sachen Wiederverwendung und Recycling

Art. 18bis - § 1 - Unter Beachtung der auf die Region übertragenen Zuständigkeiten ergreift die Regierung, soweit angemessen, Maßnahmen zur Förderung der Wiederverwendung von Produkten und der Vorbereitung zur Wiederverwendung, insbesondere durch Förderung der Errichtung und Unterstützung von Wiederverwendungs- und Reparaturnetzen sowie durch Einsatz von wirtschaftlichen Instrumenten, Beschaffungskriterien oder quantitativen Zielen oder durch andere Schritte.

Sie ergreift zudem Maßnahmen zur Förderung eines qualitativ hochwertigen Recyclings; hierzu führt sie die getrennten Sammlungen von Abfällen ein, soweit sie technisch, ökologisch und ökonomisch durchführbar und dazu geeignet sind, die für die jeweiligen Recycling-Sektoren erforderlichen Qualitätsniveaus zu erreichen. Sie kann zudem eine Verpflichtung der Sortierung für die betreffenden Abfälle auferlegen.

Vorbehaltlich des Artikels 7 § 4 Absatz 2 wird bis 2015 die getrennte Sammlung zumindest folgender Materialien eingeführt: Papier, Metall, Kunststoffe und Glas.

§ 2 - Im Interesse der Entwicklung zu einer Recycling-Gesellschaft mit einem hohen Maß an Effizienz der Ressourcennutzung ergreift die Regierung die zur Erreichung der folgenden Zielvorgaben nötigen Maßnahmen:

1° bis 2020 sind die Abfälle aus Papier, Metall, Kunststoff und Glas aus Haushalten und gegebenenfalls aus anderen Quellen, soweit die betreffenden Abfallströme Haushaltsabfällen ähnlich sind, Gegenstand entweder einer Vorbereitung zur Wiederverwendung, oder eines Recyclingverfahrens, und zwar bis insgesamt mindestens 50 Prozent ihres Gesamtgewichts;

2° bis 2020 sind die gefährlichen Bau- und Abbruchabfällen - mit Ausnahme von in der Natur vorkommenden Materialien, die in Kategorie 17 05 04 des Europäischen Abfallkatalogs definiert sind - Gegenstand entweder einer Vorbereitung zur Wiederverwendung, oder eines Recyclingverfahrens, oder aber einer sonstigen stofflichen Verwertung (einschließlich der Verfüllung, bei der Abfälle als Ersatz für andere Materialien genutzt werden), und zwar bis insgesamt mindestens 70 Prozent ihres Gewichts.

§ 3 - In Übereinstimmung mit Artikel 60*bis* übermittelt die Regierung der Kommission alle drei Jahre einen Bericht über den Umfang, in dem sie die Zielvorgaben erreicht hat. Bei Nichterreichung der Zielvorgaben sind die Gründe hierfür anzugeben, sowie die Maßnahmen zu nennen, die sie zur Erreichung dieser Zielvorgaben zu ergreifen beabsichtigt.

Art. 17 - In Artikel 19 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 3 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Regierung kann eine Liste von Abfällen aufstellen, deren Verbrennung oder Mitverbrennung nach und nach verboten wird»;

2° in § 3, Absatz 4, abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2002 wird der Wortlaut "oder der Verbrennung" zwischen den Wortlaut "Vergrabungszentren" und den Wortlaut "abgewichen werden kann" eingefügt.

Art. 18 - Artikel 24 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999, das Dekret vom 18. Juli 2002 und das Dekret vom 18. Dezember 2008, wird das Folgende ersetzt:

«Art. 24 - § 1 - Die Regierung stellt gemäß den Artikeln D.40 bis D.47 von Buch I des Umweltgesetzbuches einen Plan für die Abfallbewirtschaftung auf.

Dieser Plan wird gemäß Artikel 1, §§ 1 bis 3, Artikel 6*bis* und Artikel 26*bis* aufgestellt.

Dieser Plan beinhaltet eine Analyse der aktuellen Situation der Abfallbewirtschaftung auf wallonischem Gebiet sowie die erforderlichen Maßnahmen für eine Verbesserung der umweltverträglichen Vorbereitung zur Wiederverwendung, sowie des Recyclings, der Verwertung und der Beseitigung von Abfall und für die Erfüllung der Ziele des vorliegenden Dekrets. Der Plan umfasst des weiteren eine Bewertung darüber, wie er die Erfüllung der wallonischen Politik auf dem Gebiet der Abfälle unterstützen wird.

Er kann eine Planung nach Abfallart oder nach Tätigkeitsbereich umfassen.

§ 2 - Der Plan enthält mindestens Folgendes:

1° Art, Menge und Herkunft der im Gebiet erzeugten Abfälle, die Abfälle, die wahrscheinlich aus dem oder in das Gebiet der Region verbracht werden, sowie eine Abschätzung der zukünftigen Entwicklung der Abfallströme;

2° bestehende Abfallsammelsysteme und bedeutende Behandlungsanlagen, einschließlich besonderer Vorkehrungen für Altöl, gefährliche Abfälle oder Abfallströme, für die besondere Rechtsvorschriften gelten;

3° eine Abschätzung der zukünftigen Entwicklung in diesem Bereich auf der Grundlage der festgelegten Zielsetzungen sowie eine Beurteilung der Notwendigkeit neuer Sammelsysteme, der Stilllegung bestehender Abfallanlagen, zusätzlicher Infrastrukturen für Abfallanlagen und - soweit erforderlich - der diesbezüglichen Investitionen;

4° erforderlichenfalls ausreichende Informationen über die Ortsmerkmale für die Standortbestimmung und über die Kapazität künftiger Behandlungsanlagen;

5° allgemeine Abfallbewirtschaftungsstrategien, einschließlich geplanter Abfallbewirtschaftungstechnologien und -methoden, oder Strategien für Abfälle, die besondere Bewirtschaftungsprobleme aufwerfen.

§ 3 - Unter Berücksichtigung der geografischen Ebene und des Erfassungsbereichs des Planungsgebiets kann der Plan zudem Folgendes enthalten:

1° organisatorische Aspekte der Abfallbewirtschaftung, einschließlich einer Beschreibung der Aufteilung der Verantwortlichkeiten zwischen öffentlichen und privaten Akteuren, die die Abfallbewirtschaftung durchführen;

2° eine Bewertung von Nutzen und Eignung des Einsatzes wirtschaftlicher und anderer Instrumente zur Bewältigung verschiedener Abfallprobleme unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, ein reibungsloses Funktionieren des Binnenmarkts aufrecht zu erhalten;

3° den Einsatz von Sensibilisierungskampagnen und die Bereitstellung von Informationen für die breite Öffentlichkeit oder eine bestimmte Verbrauchergruppe;

4° geschlossene kontaminierte Abfallbeseitigungsstandorte und Maßnahmen zu ihrer Sanierung.

Der Plan wird versehen mit Angaben zu seinen Auswirkungen für die öffentlichen Haushalte, zu seinen kurz-, mittel- und langfristigen Folgen für die allgemeine wirtschaftliche Entwicklung und zu seinen voraussichtlichen Auswirkungen auf die Umwelt.

§ 4 - Der Abfallbewirtschaftungsplan umfasst zudem ein Abfallvermeidungsprogramm. Es handelt sich dabei um einen gesonderten Bereich, in dem die zu entwickelnden Projekte und Maßnahmen sowie die im Bereich der Abfallvermeidung zu erreichenden Zielvorgaben festgelegt werden. Dieses Programm beschreibt zudem die bestehenden Vermeidungsmaßnahmen und bewertet die Zweckmäßigkeit der in Anhang V angegebenen Beispielsmaßnahmen oder anderer geeigneter Maßnahmen.

Dieses Abfallvermeidungsprogramm wird gemäß Artikel 1 §§ 1 bis 3 aufgestellt und das erste Programm wird spätestens am 12. Dezember 2013 aufgestellt.

Zweck solcher Ziele und Maßnahmen ist es, das Wirtschaftswachstum von den mit der Abfallerzeugung verbundenen Umweltauswirkungen zu entkoppeln.

Die Regierung gibt zweckmäßige, spezifische qualitative oder quantitative Maßstäbe für verabschiedete Abfallvermeidungsmaßnahmen vor, anhand derer die bei den Maßnahmen erzielten Fortschritte überwacht und bewertet werden, und sie kann spezifische qualitative oder quantitative Zielvorgaben festlegen.

§ 5 - Nach seiner Verabschiedung wird das Abfallvermeidungsprogramm der Europäischen Kommission mitgeteilt.

§ 6 - Der Abfallwirtschaftsplan und darin enthaltene Abfallvermeidungsprogramm wird mindestens alle sechs Jahre bewertet und gegebenenfalls - soweit erforderlich, gemäß den in Kapitel III, Abschnitt 2*bis* angeführten auf die Wiederverwendung und das Recycling anwendbaren Bestimmungen - überarbeitet unter Beachtung der in Artikel 9 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien angeführten Leitlinien.

§ 7 - Gemäß dem in Artikel 25 und 26 vorgeschriebenen Verfahren erarbeitet die Regierung einen Plan der technischen Vergrabungszentren, der die Standorte beinhaltet, die für die Ansiedlung und die Bewirtschaftung dieser Zentren in Betracht kommen, mit Ausnahme der technischen Vergrabungszentren, die für einen ausschließlichen Gebrauch durch den ursprünglichen Abfallerzeuger bestimmt sind. Auf diesen Standorten können die sonstigen Abfallbewirtschaftungsaktivitäten zugelassen werden, sofern diese Aktivitäten mit der Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums verbunden sind oder dessen Bewirtschaftung nicht beeinträchtigen.

Mit Ausnahme dieser technischen Vergrabungszentren, die für einen ausschließlichen Gebrauch durch den ursprünglichen Abfallerzeuger bestimmt sind, werden keine anderen Zentren genehmigt als diejenigen, die durch den im vorliegenden Paragraphen erwähnten Plan vorgesehen sind.

«§ 8 - Eine Umweltgenehmigung für eine im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen kann nur dann ausgestellt werden, wenn die Behörde sicher ist, dass die Bewirtschaftung der Abfälle die Durchführung der in den §§ 1 und 2 erwähnten Pläne weder direkt beeinträchtigt noch auf irgend eine Weise stört.»

Art. 19 - In Kapitel V desselben Dekrets wird ein Artikel 26*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 26*bis* - § 1 - Die Regierung trifft - in Zusammenarbeit mit den anderen Regionen und anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, wenn dies notwendig oder zweckmäßig ist - geeignete Maßnahmen, um ein integriertes und angemessenes Netz von Abfallbeseitigungsanlagen und Anlagen zur Verwertung von gemischten Siedlungsabfällen, die von privaten Haushaltungen eingesammelt worden sind, zu errichten, auch wenn dabei Abfälle anderer Erzeuger eingesammelt werden; die besten verfügbaren Techniken sind dabei zu berücksichtigen.

Abweichend von der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen können die eingehenden Abfallverbringungen zu Verbrennungsanlagen, die als Verwertung eingestuft sind, zum Schutz des Netzes begrenzt werden, wenn erwiesen ist, dass solche Verbringungen zur Folge hätten, dass regionale Abfälle beseitigt werden müssten oder dass Abfälle in einer Weise zu behandeln wären, die nicht mit dem regionalen Abfallbewirtschaftungsplan vereinbar ist. Die Kommission wird über diesbezügliche Entscheidungen unterrichtet. Die ausgehenden Verbringungen von Abfällen können aus Umweltschutzgründen gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 begrenzt werden.

§ 2 - Das Netz ist so zu konzipieren, dass es der Europäischen Union insgesamt ermöglicht, die Autarkie bei der Abfallbeseitigung sowie bei der Verwertung von Abfällen nach § 1 zu erreichen, und dass es jedem einzelnen Mitgliedstaat ermöglicht, dieses Ziel selbst anzustreben, wobei die geografischen Gegebenheiten oder der Bedarf an Spezialanlagen für bestimmte Abfallarten berücksichtigt werden.

§ 3 - Das Netz muss es gestatten, dass die Abfälle in einer der am nächsten gelegenen geeigneten Anlagen beseitigt bzw. - im Falle der in § 1 genannten Abfälle - verwertet werden, und zwar unter Einsatz von Verfahren und Technologien, die am besten geeignet sind, um ein hohes Niveau des Gesundheits- und Umweltschutzes zu gewährleisten.

§ 4 - Die Grundsätze der Nähe und der Entsorgungsausartikie bedeuten nicht, dass die Region über die gesamte Bandbreite von Anlagen zur endgültigen Verwertung verfügen muss.»

Art. 20 - In Artikel 27 Absatz 1 2° desselben Dekrets wird der Wortlaut "der Abfallsammlung und -verwertung" durch den Wortlaut "Abfallsammlung, -wiederverwendung, -recycling und -verwertung" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 51 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird die Bezugnahme auf Artikel "7, §§ 1, 2 und 5" durch die Bezugnahme auf Artikel "7, §§ 1, 2 und 3" ersetzt.

Art. 22 - Kapitel XI desselben Dekrets wird durch die Artikel 61*bis* und 61*ter* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Art. 61*bis* - Die Regierung arbeitet bei der Erstellung der in Artikel 24 §§ 1 bis 5 des Dekrets angeführten Abfallbewirtschaftungsplänen und Abfallvermeidungsprogrammen gegebenenfalls mit den anderen betroffenen Regionen und Mitgliedstaaten und der Europäischen Kommission zusammen.

Art. 61*ter* - Die Regierung oder ihr Stellvertreter übermittelt der Kommission alle drei Jahre gemäß den Modalitäten von Artikel 37 § 1 Absatz 2 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien einen sektoriellen Bericht.

Dieser Bericht in elektronischer Form enthält Informationen über die Erfüllung der wallonischen europäischen Politik auf dem Gebiet der Abfälle. Er enthält auch Informationen über die Altölbewirtschaftung und über die bei der Umsetzung der Abfallvermeidungsprogramme erzielten Fortschritte sowie gegebenenfalls über die in Artikel 8 der vorerwähnten Richtlinie vorgesehenen Maßnahmen für die erweiterte Herstellerverantwortung.»

Art. 23 - Anlage I desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 24 - In demselben Dekret wird die Anlage III durch die dem vorliegenden Dekret beigefügte Anlage I ersetzt.

Art. 25 - In Anlage IV desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Code G1 wird durch Folgendes ersetzt:

«G1 Lagerung von Abfällen bis zur Anwendung eines der unter den Anlagen II oder III aufgeführten Verfahren (ausgenommen zeitweilige Lagerung - bis zur Sammlung - auf dem Gelände der Entstehung der Abfälle);»

2° Für den Code G1 wird folgende Fußnote eingefügt: «Unter einer "zeitweiligen Lagerung" ist eine vorläufige Lagerung im Sinne des Artikels 2 Nummer 14° des vorliegenden Dekrets zu verstehen.»

Art. 26 - In dasselbe Dekret wird eine Anlage V eingefügt, die dem vorliegenden Dekret als Anlage 2 beigefügt wird.

Art. 27 - In Artikel 1 Absatz 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird der Punkt 3° ersetzt durch:

«3° Selektive Sammlung: Die getrennte Sammlung der Abfälle im Sinne von Artikel 2 34° des Dekrets vom 27. Juni 1996, jedoch ausschließlich beschränkt auf die Sammlung an der Haustür des Erzeugers oder auf die Sammlung durch freiwilliges Anliefern der Abfälle zu den Containerparks, den Containern oder Glasiglus, die den Erzeugern zugänglich sind.»

Art. 28 - In Artikel D.56 § 4 Absatz 2 von Buch I des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "oder der zu diesem Zweck von ihr beauftragten Person" zwischen den Wortlaut "der Regierung" und den Wortlaut "innerhalb von dreißig Tagen" eingefügt.

Art. 29 - In Artikel D.29-21 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "A.1 und A.2" durch den Wortlaut "A.1, A.2 und A.3" ersetzt;

2° der folgende Absatz wird zwischen die Absätzen 1 und 2 eingefügt:

«Die Pläne und Programme der Kategorien A.1, A.2 und A.3 werden auf dem Umwelt-Portal der Webseiten der Wallonischen Region bekanntgegeben.»

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, dem 10. Mai 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für innere Angelegenheiten und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten

Natur, Forstwesen und Erbe,

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 579 (2011-2012), Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 9. Mai 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

Anlage 1 zu dem Dekret vom 10. Mai 2012 zur Umsetzung der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien

«Anlage III: Verwertungsverfahren

R 1 Hauptverwendung als Brennstoff oder als anderes Mittel der Energieerzeugung [*].

R 2 Rückgewinnung/Regenerierung von Lösemitteln.

R 3 Recycling/Rückgewinnung organischer Stoffe, die nicht als Lösemittel verwendet werden (einschließlich der Kompostierung und sonstiger biologischer Umwandlungsverfahren) [**].

R 4 Recycling/Rückgewinnung von Metallen und Metallverbindungen.

R 5 Recycling/Rückgewinnung von anderen anorganischen Stoffen [***].

R 6 Regenerierung von Säuren und Basen.

R 7 Wiedergewinnung von Bestandteilen, die der Bekämpfung von Verunreinigungen dienen.

R 8 Wiedergewinnung von Katalysatorenbestandteilen.

R 9 Erneute Öltraffination oder andere Wiederverwendungen von Öl.

R 10 Aufbringung auf den Boden zum Nutzen der Landwirtschaft oder zur ökologischen Verbesserung.

R 11 Verwendung von Abfällen, die bei einem der unter R 1 bis R 10 aufgeführten Verfahren gewonnen werden.

[*] Hierunter fallen Verbrennungsanlagen, deren Zweck in der Behandlung fester Siedlungsabfälle besteht, nur dann, wenn deren Energieeffizienz mindestens folgende Werte beträgt:

— 0,60 für in Betrieb befindliche Anlagen, die nach geltendem Gemeinschaftsrecht vor dem 1. Januar 2009 genehmigt werden,

— 0,65 für Anlagen, die nach dem 31. Dezember 2008 genehmigt werden, wobei folgende Formel verwendet wird: Energieeffizienz = $(E_p - (E_f + E_i)) / (0,97 \times (E_w + E_f))$. Dabei ist:

— E_p die jährlich als Wärme oder Strom erzeugte Energie. Der Wert wird berechnet, indem Elektroenergie mit dem Faktor 2,6 und für gewerbliche Zwecke erzeugte Wärme mit dem Faktor 1,1 (GJ/Jahr) multipliziert wird;

— E_f der jährliche Input von Energie in das System aus Brennstoffen, die zur Erzeugung von Dampf eingesetzt werden (GJ/Jahr);

— E_w die jährliche Energiemenge, die im behandelten Abfall enthalten ist, berechnet anhand des unteren Heizwerts des Abfalls (GJ/Jahr);

— E_i die jährliche importierte Energiemenge ohne E_w und E_f (GJ/Jahr);

— 0,97 ist ein Faktor zur Berechnung der Energieverluste durch Rost- und Kesselasche sowie durch Strahlung. Diese Formel ist entsprechend dem Referenzdokument zu den besten verfügbaren Techniken für die Abfallverbrennung zu verwenden.

[**] Dies schließt Vergasung und Pyrolyse unter Verwendung der Bestandteile als Chemikalien ein.

[***] Dies schließt die Bodenreinigung, die zu einer Verwertung des Bodens und zu einem Recycling anorganischer Baustoffe führt, ein.»

Anlage 2 zu dem Dekret vom 10. Mai 2012 zur Umsetzung der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien

«Anlage V: Beispiele für Abfallvermeidungsmaßnahmen nach Artikel 24 § 4 unbeschadet der Zuständigkeit der Förderalbehörde

Maßnahmen, die sich auf die Rahmenbedingungen im Zusammenhang mit der Abfallerzeugung auswirken können

1. Einsatz von Planungsmaßnahmen oder sonstigen wirtschaftlichen Instrumenten, die die Effizienz der Ressourcennutzung fördern.

2. Förderung einschlägiger Forschung und Entwicklung mit dem Ziel, umweltfreundlichere und weniger abfallintensive Produkte und Technologien hervorzubringen, sowie Verbreitung und Einsatz dieser Ergebnisse aus Forschung und Entwicklung.

3. Entwicklung wirksamer und aussagekräftiger Indikatoren für die Umweltbelastungen im Zusammenhang mit der Abfallerzeugung als Beitrag zur Vermeidung der Abfallerzeugung auf sämtlichen Ebenen, vom Produktvergleich auf Gemeinschaftsebene über Aktivitäten kommunaler Behörden bis hin zu nationalen Maßnahmen.

Maßnahmen, die sich auf die Konzeptions-, Produktions- und Vertriebsphase auswirken können

4. Förderung von Ökodesign (systematische Einbeziehung von Umweltaspekten in das Produktdesign mit dem Ziel, die Umweltbilanz des Produkts über den gesamten Lebenszyklus hinweg zu verbessern).

5. Bereitstellung von Informationen über Techniken zur Abfallvermeidung im Hinblick auf einen erleichterten Einsatz der besten verfügbaren Techniken in der Industrie.

6. Schulungsmaßnahmen für die zuständigen Behörden hinsichtlich der Einbeziehung der Abfallvermeidungsanforderungen bei der Erteilung von Genehmigungen auf der Grundlage des vorliegenden Dekrets und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

7. Einbeziehung von Maßnahmen zur Vermeidung der Abfallerzeugung in Anlagen, die nicht unter das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung fallen. Hierzu könnten gegebenenfalls Maßnahmen zur Bewertung der Abfallvermeidung und zur Aufstellung von Plänen gehören.

8. Sensibilisierungsmaßnahmen bzw. Unterstützung von Unternehmen bei der Finanzierung, Entscheidungsfindung o.ä. Besonders wirksam dürften derartige Maßnahmen sein, wenn sie sich gezielt an kleine und mittlere Unternehmen richten und auf diese zugeschnitten sind und auf bewährte Netzwerke des Wirtschaftslebens zurückgreifen.

9. Rückgriff auf freiwillige Vereinbarungen, Verbraucher- und Herstellergremien oder branchenbezogene Verhandlungen, damit die jeweiligen Unternehmen oder Branchen eigene Abfallvermeidungspläne bzw. -ziele festlegen oder abfallintensive Produkte oder Verpackungen verbessern.

10. Förderung anerkannter Umweltmanagementsysteme, einschließlich EMAS und ISO 14001.

Maßnahmen, die sich auf die Verbrauchs- und Nutzungsphase auswirken können

11. Wirtschaftliche Instrumente wie zum Beispiel Anreize für umweltfreundlichen Einkauf oder die Einführung eines vom Verbraucher zu zahlenden Aufpreises für einen Verpackungsartikel oder Verpackungsteil, der sonst unentgeltlich bereitgestellt werden würde.

12. Sensibilisierungsmaßnahmen und Informationen für die breite Öffentlichkeit oder eine bestimmte Verbrauchergruppe.

13. Förderung glaubwürdiger Ökozeichen.

14. Vereinbarungen mit der Industrie, wie der Rückgriff auf Produktgremien etwa nach dem Vorbild der integrierten Produktpolitik, oder mit dem Einzelhandel über die Bereitstellung von Informationen über Abfallvermeidung und umweltfreundliche Produkte.

15. Einbeziehung von Kriterien des Umweltschutzes und der Abfallvermeidung in Ausschreibungen des öffentlichen und privaten Beschaffungswesens im Sinne des Handbuchs für eine umweltgerechte öffentliche Beschaffung, das von der Kommission am 29. Oktober 2004 veröffentlicht wurde.

16. Förderung der Wiederverwendung und/oder Reparatur geeigneter entsorgter Produkte oder ihrer Bestandteile, vor allem durch den Einsatz pädagogischer, wirtschaftlicher, logistischer oder anderer Maßnahmen wie Unterstützung oder Einrichtung von akkreditierten Zentren und Netzen für Reparatur und Wiederverwendung, insbesondere in dicht besiedelten Regionen.»

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1533

[2012/202840]

10 MEI 2012. — Decreet tot omzetting van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Bij dit decreet worden Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen en Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Artikel 1 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, wordt vervangen door een nieuw artikel, luidend als volgt :

« Artikel 1. § 1. Dit decreet beoogt door een geïntegreerde aanpak van de vervuilingproblematiek de bescherming van het milieu en van de gezondheid van de mens tegen elke schadelijke invloed van afvalstoffen door de preventie of beperking van de negatieve gevolgen van de productie en het beheer van afvalstoffen en door de beperking van gevolgen in het algemeen van het gebruik van hulpbronnen en een verbetering van de efficiëntie van het gebruik ervan.

Het decreet heeft ook als doel :

1° de overbrenging van afvalstoffen te beperken, te controleren en er toezicht op te houden;

2° de sites te saneren.

§ 2. Bij het opstellen van de wetgeving, de reglementering en het Waals beleid voor de preventie en het beheer van afvalstoffen wordt als prioriteitsvolgorde de volgende afvalhiërarchie gehanteerd :

1° preventie ;

2° voorbereiding voor hergebruik;

3° recycling;

4° andere nuttige toepassing, bv. energierecuperatie;

5° verwijdering.

§ 3. Bij het toepassen van de in § 2 bedoelde afvalhiërarchie worden maatregelen getroffen om de opties te stimuleren die over het geheel genomen het beste milieuresultaat opleveren. Dit kan betekenen dat voor bepaalde specifieke afvalstromen van de hiërarchie moet worden afgeweken indien dit op grond van het levenscyclusdenken met betrekking tot de algemene effecten van het produceren en beheren van dergelijke afvalstoffen gerechtvaardigd is.

De Regering bepaalt de omstandigheden en voorwaarden voor de toepassing van het vorige lid.

Er wordt rekening gehouden met de algemene milieubeschermingsprincipes zoals het voorzorgs- en duurzaamheidsbeginsel, de technische uitvoerbaarheid en economische haalbaarheid, de bescherming van hulpbronnen, alsook met de algemene effecten voor milieu en menselijke gezondheid en op economisch en maatschappelijk gebied.

De uitvoering van de reglementering en van het beleid inzake afvalstoffen is doorzichtig. »

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° wordt, in de Franse versie, het woord "matière" vervangen door het woord "substance". De woorden "behorende tot de in bijlage I vermelde categorieën" vervallen;

2° punt 5° wordt vervangen als volgt :

« 5. gevaarlijk afval : elk afval dat één of meer eigenschappen heeft, die overeenkomstig de vigerende Europese voorschriften door de Regering opgesomd zijn, en die daarom bijzonder schadelijk zijn voor de mens of het milieu; »

3° punt 7°*bis*, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, wordt vervangen als volgt :

« 7°*bis* preventie : maatregelen die worden genomen voordat het afval tot stand gekomen is of nadat dit afval geproduceerd is, en ter vermindering van :

a) de hoeveelheid afvalstoffen, inclusief via het hergebruik of de voorbereiding of de verlenging van de levensduur van producten;

b) de negatieve gevolgen van de geproduceerde afvalstoffen voor het milieu en de menselijke gezondheid; of

c) het gehalte aan schadelijke stoffen in materialen en producten; »;

4° punt 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° afvalbeheer : inzameling, vervoer, hergroepering, nuttige toepassing en verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van het toezicht op die handelingen, alsmede het toezicht op de sites voor afvalverwijdering of nuttige toepassing en hun sanering na sluiting en met name de acties gevoerd als handelaar of makelaar; »;

5° punt 9° wordt vervangen als volgt :

« 9° verwijdering : iedere handeling die geen nuttige toepassing is zelfs indien de handeling er in tweede instantie toe leidt dat stoffen of energie worden teruggewonnen.

Het kan met name gaan om elke handeling bedoeld in bijlage II bij dit decreet of om elke andere handeling bepaald door de Regering; »;

6° punt 10° wordt vervangen als volgt :

« 10° nuttige toepassing : elke handeling met als voornaamste resultaat dat afvalstoffen een nuttig doel dienen door hetzij in de betrokken installatie, hetzij in de ruimere economie andere materialen te vervangen die anders voor een specifieke functie zouden zijn gebruikt, of waardoor de afvalstof voor die functie wordt klaargemaakt.

Bijlage III bij dit decreet bevat een niet-limitatieve lijst van nuttige toepassingen.

Elke andere handeling die door de Regering wordt vastgesteld, kan ook als dusdanig worden bepaald; »;

7° punt 11° wordt vervangen als volgt :

« 11° recycling : elke nuttige toepassing waardoor afvalstoffen opnieuw worden bewerkt tot producten, materialen of stoffen, voor het oorspronkelijke doel of voor een ander doel. Dit omvat het opnieuw bewerken van organisch afval, maar het omvat niet energierugwinning, noch het opnieuw bewerken tot materialen die bestemd zijn om te worden gebruikt als brandstof of als opvulmateriaal; »;

8° punt 11°*bis*, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, wordt vervangen als volgt :

« 11°*bis* hergebruik : elke handeling waarbij producten of componenten die geen afvalstoffen zijn, opnieuw worden gebruikt voor hetzelfde doel als dat waarvoor zij waren bedoeld; »;

9° punt 14° wordt vervangen als volgt :

« 14° inzameling : het verzamelen van afvalstoffen, inclusief de voorlopige sortering en de voorlopige opslag van afvalstoffen, om deze daarna te vervoeren naar een afvalverwerkings- of afvalhergroeperingsinstallatie; »;

10° in punt 20°, ingevoegd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt het woord "producent" vervangen door de woorden "producent van afvalstoffen";

11° punt 21°, ingevoegd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« 21° afvalhouder : de producent van afval of de natuurlijke persoon of rechtspersoon die het afval in bezit heeft; »;

12° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« 31° bio-afval : biologisch afbreekbaar tuin- en plantsoenafval, levensmiddelen- en keukenafval van huishoudens, restaurants, cateringfaciliteiten of winkels en vergelijkbare afvalstoffen van de levensmiddelenindustrie;

32° handelaar : iedere onderneming die als verantwoordelijke optreedt bij het aankopen en vervolgens verkopen van afval, met inbegrip van handelaars die de afvalstoffen niet fysiek in hun bezit hebben;

33° makelaar : iedere onderneming die ten behoeve van anderen de verwijdering of de nuttige toepassing van afvalstoffen organiseert, met inbegrip van makelaars die de afvalstoffen niet fysiek in hun bezit hebben;

34° selectieve inzameling : een inzameling waarbij een afvalstroom gescheiden wordt naar soort en aard van het afval om een specifieke behandeling te vergemakkelijken;

35° verwerking : nuttige toepassing of verwijdering, met inbegrip van aan toepassing of verwijdering voorafgaande voorbereidende handelingen;

36° voorbereiding voor hergebruik : elke nuttige toepassing bestaande uit controleren, schoonmaken of repareren, waarbij producten of componenten van producten, die afvalstoffen zijn geworden, worden klaargemaakt zodat ze zullen worden hergebruikt zonder dat verdere voorbehandeling nodig is;

37° beste beschikbare technieken : degene die bepaald zijn in artikel 1, 19°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

38° afgewerkte oliën : alle soorten minerale of synthetische smeerolie of industriële olie die niet voor voedingsdoeleinden bestemd zijn en die ongeschikt zijn geworden voor het gebruik waarvoor zij oorspronkelijk bestemd was, zoals gebruikte olie van verbrandingsmotoren en versnellingsbakken, alsmede smeerolie, olie voor turbines en hydraulische oliën. »

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "In de zin van dit decreet worden niet als afvalstoffen beschouwd" vervangen door de woorden "Van het toepassingsgebied worden uitgesloten" :

2° in het eerste lid, punt 2° worden de woorden "in artikel 2, 7° van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling" vervangen door de woorden "in artikel D.2, 39, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt »;

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« 3° niet-verontreinigde grond en ander van nature voorkomend materiaal, afgegraven bij bouwactiviteiten, indien vaststaat dat het materiaal in natuurlijke staat zal worden gebruikt voor bouwdoeleinden op de locatie waar het werd afgegraven;

4° afvalstoffen die ontstaan bij opsporing, winning, behandeling en opslag van delfstoffen, alsmede bij de exploitatie van steengroeven en die vallen onder andere wetgevingen;

5° kooldioxide dat wordt afgevangen en getransporteerd met het oog op geologische opslag en dat geologisch is opgeslagen overeenkomstig Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide of uitgesloten van het toepassingsgebied van dit richtlijn krachtens artikel 2, § 2. »

Art. 5. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *4bis*, luidend als volgt :

« Art. *4bis*. Een stof die of een voorwerp dat het resultaat is van een productieproces dat niet in de eerste plaats bedoeld is voor de productie van die stof of dat voorwerp, kan alleen als een bijproduct en niet als een afvalstof worden aangemerkt, indien wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :

1° het is zeker dat de stof of het voorwerp zal worden gebruikt;

2° de stof of het voorwerp kan onmiddellijk worden gebruikt zonder verdere andere behandeling dan die welke bij de normale productie gangbaar is;

3° de stof of het voorwerp wordt geproduceerd als een integraal onderdeel van een productieproces; en

4° verder gebruik is rechtmatig, m.a.w. de stof of het voorwerp voldoet aan alle voorschriften inzake producten, milieu en gezondheidsbescherming voor het specifieke gebruik en zal niet leiden tot over het geheel genomen ongunstige effecten op het milieu of de menselijke gezondheid.

Op grond van de voorwaarden bedoeld in het vorige lid :

1° kan de Regering maatregelen aannemen voor de bepaling van de na te leven criteria, die op gemeenschappelijk niveau zullen worden vastgesteld, zodat specifieke stoffen of voorwerpen kunnen worden aangemerkt als bijproducten en niet als afvalstoffen;

2° de Regering kan procedurele modaliteiten bepalen volgens welke een specifieke stof of een specifiek voorwerp kan worden aangemerkt als bijproduct en niet als afvalstof. »

Art. 6. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *4ter*, luidend als volgt :

« Art. *4ter*. § 1. Sommige specifieke afvalstoffen zijn niet langer afvalstoffen wanneer zij een behandeling voor nuttige toepassing of een recyclingsbehandeling hebben ondergaan en voldoen aan specifieke criteria die door de Europese Unie zijn bepaald en die grenswaarden omvatten voor verontreinigende stoffen, en, indien nodig, rekening houden met eventuele nadelige milieugevolgen van de stof of het voorwerp.

§ 2. De Regering neemt de nodige maatregelen aan voor de uitvoering van de beschikkingen of verordeningen aangenomen door de instellingen van de Europese Unie waarin de voorwaarden waaronder de afvalstoffen niet langer afvalstoffen zijn, worden bepaald.

§ 3. Voor de afvalstoffen waarvoor geen specifiek criterium door de Europese Unie is bepaald, kan de Regering, rekening houdend met de gemeenschappelijke rechtspraak, per geval beslissen of bepaalde afvalstoffen niet langer afvalstoffen zijn en voor zover ze aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de stof of het voorwerp wordt gebruikelijk toegepast voor specifieke doelen;

2° er is een markt voor of vraag naar de stof of het voorwerp;

3° de stof of het voorwerp voldoet aan de technische voorschriften voor de specifieke doelen en aan de voor producten geldende wetgeving en normen; en

4° het gebruik van de stof of het voorwerp heeft over het geheel genomen geen ongunstige effecten voor het milieu of de menselijke gezondheid.

De Regering deelt zulke beslissingen aan de Commissie mee overeenkomstig Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, wanneer ze het vereist.

§ 4. Om te kunnen nagaan of te berekenen of de doelstellingen inzake recycling en nuttige toepassing opgelegd bij of krachtens artikel *8bis* worden gehaald, dienen de afvalstoffen die overeenkomstig de vorige paragrafen niet langer afvalstoffen zijn, te worden geboekt als gerecycleerde afvalstoffen en afvalstoffen die nuttig zijn toegepast, wanneer de vereisten van die regelgeving inzake recycling en nuttige toepassing worden vervuld. »

Art. 7. Artikel *5quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. *5quater*. De producenten, invoerders, verdelers en bezitters van goederen en afvalstoffen nemen de nodige maatregelen om te voldoen aan de rangorde bedoeld in artikel 1, § 2, en om ervoor te zorgen dat het beheer voldoet aan de voorschriften van de §§ 1 en 2 van artikel 7, o.a. door de aanpassing van de wijzen waarop de goederen geproduceerd en verdeeld worden en/of waarop het afval geconditioneerd wordt. »

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "of de beperking van de hoeveelheid of de schadelijkheid van de afvalstoffen" vervangen door de woorden "de beperking van de hoeveelheid of de schadelijkheid van de afvalstoffen, de globale gevolgen van het gebruik van de hulpbronnen en de verbetering van de doeltreffendheid van dit gebruik";

2° in § 1, 4°, worden de woorden "onverminderd de bevoegdheden van de federale overheid, de ontwikkeling, de productie en" ingevoegd tussen de woorden "de bevordering" en de woorden "het gebruik";

3° in § 1, 5°, worden de woorden "voor het hergebruik, de recycling en" ingevoegd tussen de woorden "in de voor de" en de woorden "nuttige toepassing bestemde afvalstoffen";

4° in § 1, 6°, worden de woorden "hun hergebruik, hun recycling," ingevoegd tussen de woorden "productengebruikers m.b.t." en de woorden "de aangewende methode";

5° § 3, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende woorden : "de beperking van de globale effecten van het gebruik van de hulpbronnen en de verbetering van de doeltreffendheid van dit gebruik.";

6° § 5, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

§ 5. De Regering kan een erkenning verlenen aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en van de voorbereiding voor hergebruik. Zij onderwerpt de toekenning van elke compensatie aan die verenigingen en vennootschappen aan die erkenning. In dit kader oefenen de verenigingen en vennootschappen een dienst van algemeen economisch belang uit.

De Regering bepaalt :

1° de procedure en de voorwaarden van toekenning van de erkenning, o.a. het maatschappelijk doel van de persoon, de vereiste technische en menselijke middelen, de moraliteit, de hergebruiscriteria, het financiële plan;

2° de procedure en voorwaarden van opschorting en intrekking van de erkenning;

3° de minimale bepalingen die in de erkenning vastliggen m.b.t. de rechten en de verplichtingen die de houders ervan moeten nakomen, o.a. de aard en de duur van de openbare verplichtingen, de aard van de exclusieve of speciale eventuele rechten die aan de vennootschap zijn toegekend, het verstrekken van de gegevens die nodig zijn voor de opvolging van de erkenning en de activiteit, de voorwaarden en modaliteiten voor het beheer en het hergebruik van de goederen of afvalstoffen en het proces van de verbetering van de kwaliteit. De erkenning vermeldt de betrokken rechtspersoon en het betrokken grondgebied;

4° de geldigheidsduur van de erkenning, die niet meer dan vijf jaar mag bedragen;

5° de parameters voor de berekening, de controle en de herziening van de compensatie om zich ervan te vergewissen dat het bedrag van de compensatie niet hoger is dan wat nodig is om de kosten voortvloeiend uit de uitvoering van de openbare verplichtingen te dekken, rekening houdende met de desbetreffende ontvangsten alsmede met een redelijke winst op het eigen kapitaal dat nodig is voor de uitvoering van die verplichtingen;

6° de controleprocedure waartoe de Dienst regelmatig overgaat of laat overgaan om zich ervan te vergewissen dat de ondernemingen geen hogere compensatie genieten dan het bedrag voorzien overeenkomstig de in 5° bedoelde berekeningsparameters en dat de compensatie daadwerkelijk gebruikt wordt voor de werking van de betrokken dienst van algemeen economisch belang, onverminderd de capaciteit van de onderneming om een redelijke winst te genieten. »

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III "Preventie en beperking van hinder bij het afvalbeheer", *Afdeling 1.* — "Gemeenschappelijke bepalingen" een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. Het afvalstoffenbeheer levert geen gevaar op voor de gezondheid van de mens en heeft geen nadelige gevolgen voor het milieu, met name :

1° zonder risico voor water, lucht, bodem, fauna of flora;

2° zonder geluids- of stankhinder te veroorzaken; en tevens

3° zonder schade te berokkenen aan natuur- en landschapsschoon. »

Art. 10. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het is verboden afvalstoffen achter te laten, te lozen of te hanteren zonder de wettelijke en verordeningbepalingen in acht te nemen »;

2° in § 2 worden de woorden "op een wijze die de schadelijke invloed ervan op water, lucht, bodem, flora en fauna beperkt, geluids- en reukhinder voorkomt en, meer algemeen, geen schade aan het milieu noch aan de gezondheid van de mens berokkent" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel *6bis*";

3° § 2 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De natuurlijke of rechtspersonen die beroepsmatig afvalstoffen inzamelen of vervoeren, leveren de ingezamelde en vervoerde afvalstoffen bij de gepaste en toegelaten hergroeperings- en verwerkingsinstallaties die de bepalingen van artikel *6bis* naleven »;

4° in § 3, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en bij het decreet van 22 maart 2007 wordt het woord "afvalstoffenproducent" vervangen door de woorden "de producent of de houder van afvalstoffen";

5° § 3 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Indien het afval van de eerste producent of houder voor voorafgaande behandeling wordt afgegeven aan een van de in het vorige lid bedoelde natuurlijke of rechtspersonen wordt niet vrijgesteld van de verantwoordelijkheid voor de nuttige toepassing of verwijdering.

Onverminderd Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen kan de Regering de voorwaarden voor de verantwoordelijkheid nader bepalen en besluiten in welke gevallen de eerste producent de verantwoordelijkheid voor de gehele verwerkingsketen behoudt of in welke gevallen de verantwoordelijkheid van de eerste producent en de houder kan worden gedeeld met of overgedragen aan de actoren van de verwerkingsketen.

Die modaliteiten betreffende de vrijstelling, de vermindering of de verdeling van de verantwoordelijkheid worden bepaald op grond van criteria zoals de aard van de afvalstoffen, het belang van hun stroom, hun traceerbaarheid, de naleving van de wettelijke en reglementaire verplichtingen voor elke actor van de keten.

De personen bedoeld in artikel 21, § 1, worden vrijgesteld van de in het tweede lid bedoelde verantwoordelijkheid. »;

6° artikel 7 wordt aangevuld met de volgende paragrafen, luidend als volgt :

« § 4. De handelingen inzake afvalbeheer worden uitgeoefend met inachtneming van de in artikel 1, § 2, bedoelde rangorde en overeenkomstig artikel *6bis*.

Wanneer het nodig is voor de naleving van het vorige lid en om de nuttige toepassing te faciliteren of te verbeteren neemt de Regering de nodige maatregelen opdat de te valoriseren afvalstoffen het voorwerp zouden uitmaken van een selectieve inzameling voor zover die handeling op technisch, milieu- en economisch gebied haalbaar is. In geval van selectieve inzameling worden de afvalstoffen voor hun behandeling niet gemengd met afvalstoffen of materialen die niet dezelfde eigenschappen hebben.

§ 5. Wanneer de in § 4 bedoelde nuttige toepassing niet uitgevoerd wordt, maken de afvalstoffen het voorwerp uit van veilige verwijderingshandelingen die voldoen aan de in artikel *6bis* bedoelde bepalingen.

§ 6. Overeenkomstig het beginsel "de vervuiler betaalt" en onverminderd artikel *8bis* moeten de kosten van het afvalbeheer worden gedragen door de eerste afvalproducent of door de huidige of de vorige houder van afvalstoffen. »

Art. 11. Artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001, bij het decreet van 22 maart 2007 en bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld door de punten 7° en 8°, luidend als volgt :

« 7° de inrichtingen of ondernemingen die afvalverwerkingshandelingen verrichten, de inrichtingen of ondernemingen die beroepsmatig afvalstoffen inzamelen of vervoeren, de makelaars en handelaars, en de inrichtingen of ondernemingen die gevaarlijke afvalstoffen produceren, onderwerpen aan de periodieke controle en aan de inspectie.

Inspecties betreffende inzamelings- en vervoershandelingen hebben betrekking op de oorsprong, de aard, de hoeveelheid en de bestemming van de ingezamelde en vervoerde afvalstoffen.

De met het toezicht belaste ambtenaren mogen rekening houden met registraties die zijn verkregen volgens de regeling van het Communautair milieubeheer- en milieu-auditsysteem (EMAS), of volgens elk andere referentiesysteem voor milieumanagement, in het bijzonder wat betreft de frequentie en de intensiteit van de inspecties;

8° de ondernemingen en de publiekrechtelijke rechtspersonen verplichten om bepaalde specifieke afvalstoffen te sorteren. »

Art. 12. In artikel 8*bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001 en gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007 worden de woorden "met inachtneming van de in artikel 1, § 2, bedoelde rangorde" ingevoegd na de woorden "deel van de beheerskosten".

Art. 13. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden "en de makelaars en handelaars" ingevoegd na de woorden "toepassen en in bezit hebben".

Art. 14. In artikel 10, eerste en derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of die makelaars- of handelaarsactiviteiten voor zulke afvalstoffen uitoefenen" ingevoegd na de woorden "gevaarlijke afvalstoffen inzamelen of vervoeren".

In hetzelfde artikel wordt tussen het vierde en het vijfde lid het volgende lid ingevoegd :

« Waar mogelijk, worden de bestaande gegevens waarover de bevoegde autoriteiten beschikken, gebruikt om de relevante informatie voor dit registratieproces te verkrijgen, teneinde de administratieve lasten te beperken. »

Art. 15. In artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« In die vergunningen worden in elk geval de volgende elementen gespecificeerd :

1° soorten en hoeveelheden van de afvalstoffen die mogen worden verwerkt;

2° voor elk type vergunde handeling, de technische en andersoortige voorschriften die op de betrokken locatie van toepassing zijn;

3° de te nemen veiligheids- en voorzorgsmaatregelen;

4° de voor elk type handeling toe te passen methode;

5° de monitoring- en controlehandelingen voor zover noodzakelijk;

6° de bepalingen inzake sluiting en nazorg voor zover noodzakelijk. »

Art. 16. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« *Afdeling 2bis.* — Bijzondere bepalingen m.b.t. hergebruik en recycling

Art. 18*bis*. § 1. Met inachtneming van de aan het Gewest voorbehouden bevoegdheden neemt de Regering passende maatregelen ter bevordering van het hergebruik van producten en activiteiten ter voorbereiding van hergebruik, met name door het aanmoedigen van het opzetten en ondersteunen van hergebruiks- en reparatienetwerken, toepassing van economische instrumenten, aanbestedingscriteria, kwantitatieve doelstellingen of andere maatregelen.

Ze neemt ook maatregelen om recycling van hoge kwaliteit te bevorderen en voert hiertoe selectieve afvalinzamelingen in waar dat technisch, milieuhygiënisch en economisch haalbaar is en geschikt om aan de noodzakelijke kwaliteitsnormen voor de desbetreffende recyclingsectoren te voldoen. Ze kan ook een sorteringsverplichting voor de betrokken afvalstoffen opleggen.

Onder voorbehoud van artikel 7, § 4, tweede lid, wordt tegen 2015 een selectieve inzameling ingevoerd voor papier, metaal, kunststof en glas.

§ 2. Om zich te ontwikkelen in de richting van een recyclingmaatschappij met een hoge grondstoffenefficiëntie, neemt de Regering de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de volgende doelstellingen worden gehaald :

1° tegen 2020 maken papier, metaal, kunststof en glas uit huishoudens en eventueel uit andere bronnen, voor zover deze afvalstromen vergelijkbaar zijn met die van huishoudelijk afval, het voorwerp uit van een voorbereiding voor hun hergebruik of een recycling ten belope van minstens 50 % van het totale gewicht;

2° tegen 2020 maken de niet-gevaarlijke bouw- en sloopafvalstoffen met uitzondering van de natuurlijke geologische materialen zoals omschreven in categorie 17 05 04 van de afvalcatalogus het voorwerp uit van een voorbereiding voor hergebruik, ofwel van een recycling, ofwel van andere nuttige toepassingen van stof, met inbegrip van opvlactiviteiten waarbij afval ter vervanging van ander materiaal gebruikt wordt, en dit ten belope van minimum 70 % van hun gewicht.

§ 3. Om de drie jaar brengt de Regering, overeenkomstig artikel 60*bis*, de Europese Commissie verslag uit over haar vorderingen bij het halen van de bepaalde doelstellingen. Als de doelen niet zijn gehaald, vermeldt ze in voorkomend geval de redenen en de acties die zullen worden gevoerd om die doelen te halen. »

Art. 17. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3 wordt een nieuw lid ingevoegd tussen de nieuwe leden 2 en 3, luidend als volgt :

« De Regering kan een lijst van afvalstoffen bepalen waarvan de verbranding en de coverbranding geleidelijk verboden is »;

4° in § 3, vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 19 september 2002, wordt het woord "of van de verbranding" ingevoegd tussen de woorden "ingraving." en de woorden "Deze buitengewone omstandigheden".

Art. 18. Artikel 24 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, bij het decreet van 18 juli 2002 en bij het decreet van 18 december 2008 wordt vervangen als volgt :

« Art. 24. § 1. De Regering maakt een afvalbeheersplan op overeenkomstig de artikelen D.40 tot D.47 van Boek I van het Milieuwetboek.

Dat plan wordt overeenkomstig artikel 1, §§ 1 tot 3, artikel *6bis* en artikel *26bis* vastgesteld.

Dat plan bevat een analyse van de toestand inzake het afvalbeheer op het Waalse grondgebied alsmede de maatregelen die genomen moeten worden onder betere voorwaarden te zorgen voor een milieuvriendelijke voorbereiding van afvalstoffen met het oog op hun hergebruik, recycling, nuttige toepassing of verwijdering en om de doelstellingen van dit decreet te bereiken. Het plan omvat bovendien een evaluatie van de wijze waarop het de uitvoering van het Waalse afvalbeleid zal ondersteunen.

Het kan een planning per type afval of per activiteitensector omvatten.

§ 2. Het plan omvat minstens de volgende elementen :

1° het type, de hoeveelheid en de herkomst van de op het grondgebied geproduceerde afvalstoffen, de afstoffen die vanuit of naar het grondgebied van het Gewest kunnen worden overgebracht en een evaluatie van de ontwikkeling van de afvalstromen in de toekomst;

2° de bestaande regelingen voor afvalinzameling en grote behandelingsinstallaties inclusief de bijzondere regelingen voor afgewerkte oliën, gevaarlijke afvalstoffen of afvalstromen bedoeld in de bijzondere bepalingen;

3° een beschrijving van de ontwikkeling in de sector naar gelang van de bepaalde doelstellingen en een beoordeling van de behoefte aan nieuwe inzamelingsregelingen, sluiting van bestaande afvalinstallaties, extra afvalinstallatie-infrastructuur en, indien nodig, de daarmee samenhangende investeringen;

4° voldoende informatie over locatiecriteriën voor de keuze van locaties en capaciteit van toekomstige verwijderingsinstallaties indien nodig;

5° algemeen afvalbeheerbeleid, inclusief geplande afvalbeheertechnologieën en -methoden of beleid voor afval dat specifieke beheersproblemen oplevert.

§ 3. Het plan kan ook de volgende elementen bevatten, gelet op het geografische niveau en de geografische dekking van het planningsgebied :

1° organisatorische aspecten in verband met afvalbeheer, inclusief een beschrijving van de verdeling van verantwoordelijkheden tussen de openbare en private actoren die het afvalbeheer uitvoeren;

2° een evaluatie van het nut en de geschiktheid van economische of andersoortige instrumenten voor het aanpakken van diverse afvalproblemen, rekening houdend met de noodzaak om de goede werking van de interne markt in stand te houden;

3° gebruik van bewustmakingscampagnes en verstrekking van informatie ten behoeve van het brede publiek of specifieke categorieën consumenten;

4° historisch verontreinigde afvalverwijderingslocaties en de maatregelen om deze te saneren.

Het plan bevat gegevens over zijn budgettaire gevolgen voor de overheid, alsook over de voorzienbare gevolgen op korte, middellange en lange termijn voor de economie in het algemeen en over de voorzienbare gevolgen voor het milieu.

§ 4. Het afvalbeheersplan omvat ook een afvalpreventie-programma. Het gaat om een specifiek luik dat de te ontwikkelen projecten en acties alsmede de te bereiken doelstellingen inzake preventie van de totstandkoming van afvalstoffen bepaalt. Dit programma beschrijft ook de bestaande preventiemaatregelen en evalueert het nut van de voorbeelden van maatregelen bedoeld in bijlage V of andere passende maatregelen.

Dit preventieprogramma wordt overeenkomstig artikel 1, §§ 1 tot 3 bepaald en het eerste programma zal uiterlijk op 12 december 2013 vastgesteld worden.

Die doelstellingen en maatregelen moeten erop gericht zijn economische groei los te koppelen van de milieueffecten die samenhangen met de productie van afvalstoffen.

De Regering stelt passende specifieke kwalitatieve of kwantitatieve benchmarks voor de aangenomen afvalpreventiemaatregelen vast teneinde de voortgang van de maatregelen te bewaken en te evalueren, en kan specifieke kwalitatieve of kwantitatieve streefcijfers en indicatoren vaststellen.

§ 5. Zodra het aangenomen wordt, wordt het plan betreffende het afvalbeheer aan de Europese Commissie medegedeeld.

§ 6. Het afvalbeheersplan en het afvalpreventieprogramma dat het omvat, worden ten minste om de zes jaar geëvalueerd en, zo nodig, herzien, waar van toepassing overeenkomstig de bepalingen betreffende het hergebruik en de recycling bedoeld in hoofdstuk III, afdeling *2bis*, en leven de richtsnoeren van de Europese Commissie bedoeld in artikel 9 van Richtlijn 2008/98/EG Van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen

§ 7. De Regering maakt, aan de hand van de in de artikelen 25 en 26 bedoelde procedure, een plan op m.b.t. de centra voor technische ingraving. Dat plan bevat de sites die gebruikt zouden kunnen worden voor de vestiging en de exploitatie van centra voor technische ingraving, met uitzondering van de centra voor technische ingraving die uitsluitend bestemd zijn voor oorspronkelijke afvalproducenten. Op bedoelde sites kunnen de andere activiteiten met betrekking tot het afvalstoffenbeheer worden toegestaan, voor zover zij verband houden met de exploitatie van het centrum voor technische ingraving of zij laatstgenoemde niet in het gedrang brengen.

Er kan geen machtiging worden verleend voor andere centra voor technische ingraving dan de centra die uitsluitend bestemd zijn voor (oorspronkelijke) afvalproducenten, behalve de centra vermeld in het plan waarvan sprake in de vorige paragraaf.

§ 8. Een milieuvergunning voor een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning mag slechts afgegeven worden als de overheid de garantie heeft dat het afvalbeheer niet rechtstreeks in conflict komt met of niet op een andere wijze interfereert vóór de tenuitvoerlegging van de plannen bedoeld in de §§ 1 en 2. »

Art. 19. In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt een artikel *26bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *26bis*. § 1. De Regering neemt passende maatregelen, in samenwerking met de andere Gewesten en andere lidstaten van de Europese Unie wanneer zulks noodzakelijk of raadzaam is, om een adequaat geïntegreerd netwerk tot stand te brengen van afvalverwijderingsinstallaties en van installaties voor de nuttige toepassing van gemengd huishoudelijk afval, ingezameld bij particuliere huishoudens, ook indien die inzameling dergelijk afval van andere producenten omvat, rekening houdend met de beste beschikbare technieken.

In afwijking van Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en De Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen kunnen de binnenkomende overbrengingen van afval, bestemd voor als nuttige toepassing ingedeelde afvalverbrandingsinstallaties, om het netwerk te beschermen, beperkt worden indien vaststaat dat die overbrengingen ertoe zouden leiden dat gewestelijk afval moet worden verwijderd of dat afval moet worden verwerkt op een wijze die niet conform is aan het gewestelijke afvalbeheersplan. De beperkingsmaatregel wordt aan de Europese Commissie medegedeeld. De afvaluitvoeren kunnen om milieuredenen beperkt worden, zoals bepaald in Verordening (EG) nr. 1013/2006.

§ 2. Het netwerk moet zo worden opgezet dat de Europese Unie als geheel hierdoor zelfvoorzienend kan worden zowel voor afvalverwijdering als voor nuttige toepassing van afval als bedoeld in § 1, en dat elke lidstaat afzonderlijk naar dat doel toe kan groeien, rekening houdend met de geografische omstandigheden en de behoefte aan gespecialiseerde installaties voor bepaalde soorten afval.

§ 3. Het netwerk moet het mogelijk maken afval te verwijderen of afval als bedoeld in § 1 nuttig toe te passen in een van de meest nabijgelegen daartoe geschikte installaties, met behulp van de meest geschikte methoden en technologieën, om een hoog niveau van bescherming van het milieu en de volksgezondheid te waarborgen.

§ 4. De beginselen van nabijheid en zelfvoorziening betekenen niet dat het Gewest zelf over alle faciliteiten voor definitieve nuttige toepassing moet beschikken. »

Art. 20. In artikel 27, eerste lid, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden "het hergebruik, de recycling" ingevoegd tussen de woorden "voor de inzameling" en de woorden "en de nuttige toepassing".

Art. 21. In artikel 51 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 5 juni 2008, wordt de referentie naar artikel "7, §§ 1, 2 en 5" vervangen door de referentie naar artikel "7, §§ 1, 2 en 3".

Art. 22. Hoofdstuk XI van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de artikelen *61bis* en *61ter*, luidend als volgt :

« Art. *61bis*. De Regering werkt in voorkomend geval samen met de Regeringen van de andere betrokken Gewesten en lidstaten en de Europese Commissie bij het opstellen van de afvalbeheersplannen en afvalpreventieprogramma's overeenkomstig artikel 24, §§ 1 tot 5 van het decreet.

Art. *61ter*. Om de drie jaar en overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 37, § 1, tweede lid, van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen maakt de Regering of haar afgevaardigde een sectoraal verslag over aan de Commissie.

Dit verslag op elektronisch formaat bevat informatie over de uitvoering van het Europees afvalbeleid. Dit verslag gaat ook over het beheer van afvalolie en over de vorderingen met de uitvoering van afvalpreventieprogramma's en het bevat, indien toepasselijk, informatie over maatregelen zoals voorzien in artikel 8 van bovenvermelde richtlijn over uitgebreide verantwoordelijkheid. »

Art. 23. Bijlage I bij hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt bijlage III vervangen door de bij dit decreet gevoegde bijlage 1.

Art. 25. In bijlage IV bij hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° code G1 wordt vervangen als volgt :

« G1 Tijdelijke opslag voorafgaande aan één van de handelingen bedoeld in de bijlagen II of III (met uitzondering van de tijdelijke opslag voor de inzameling op de productiesite van de afvalstoffen) »;

2° de volgende voetnoot betreffende code G1 wordt ingevoegd "Onder "tijdelijke opslag" wordt verstaan de voorlopige opslag in de zin van artikel 2, 14°, van dit decreet.

Art. 26. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een bijlage V die bij dit decreet als bijlage 2 gevoegd wordt.

Art. 27. In artikel 1, tweede lid, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° selectieve inzameling : de selectieve inzameling in de zin van artikel 2, 34°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen maar uitsluitend beperkt tot de inzameling huis aan huis bij de producent, de vrijwillige toevoer door de producent naar containerparken, containers of glascontainers die toegankelijk zijn voor de producenten. »

Art. 28. In artikel D.56, § 4, tweede lid, van Boek I van het Milieuwetboek worden de woorden "of de persoon die ze daartoe machtigt" ingevoegd tussen de woorden "aan de Regering" en het woord "overgemaakt".

Art. 29. In artikel D.29-21 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 1° in artikel 1, worden de woorden "A.1 en A.2" vervangen door de woorden "A.1, A.2 en A.3";
 2° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :
 « De plannen en programma's van categorie A.1, A.2 en A.3. worden bekendgemaakt op het leefmilieuportal van de site van het Waalse Gewest. »
 Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
 Namen, 10 mei 2012.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE
 De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
 J.-M. NOLLET
 De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
 A. ANTOINE
 De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
 J.-C. MARCOURT
 De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
 P. FURLAN
 De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
 Mevr. E. TILLIEUX
 De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
 Ph. HENRY
 De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
 Natuur, Bossen en Erfgoed;
 C. DI ANTONIO

—
 Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*
Stukken van het Waals Parlement, 579 (2011-2012), nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 9 mei 2012.
 Bespreking.
 Stemming.

Bijlage 1 bij het decreet van 10 mei 2012 tot omzetting van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen

« Bijlage III : Handelingen van nuttige toepassing

- R 1. Hoofdgebruik als brandstof of als ander middel voor energieopwekking [*].
 R 2 Terugwinning/regeneratie van oplosmiddelen.
 R 3 Recycling/terugwinning van organische stoffen die niet als oplosmiddel worden gebruikt (met inbegrip van compostering en andere biologische omzettingsprocessen) [**].
 R 4 Recycling/terugwinning van metalen en metaalverbindingen.
 R 5 Recycling/terugwinning van andere anorganische materialen [***].
 R 6 Regeneratie van zuren of basen.
 R 7 Terugwinning van bestanddelen die worden gebruikt om vervuiling tegen te gaan.
 R 8 Terugwinning van bestanddelen uit katalysatoren.
 R 9 Herraffinage van olie en ander hergebruik van olie.
 R 10 Uitrijden voor landbouwkundige of ecologische verbetering.
 R 11 Gebruik van afvalstoffen die bij een van de onder R 1 tot en met R 10 genoemde handelingen vrijkomen.
 [*] Hieronder vallen ook verbrandingsinstallaties die specifiek bestemd zijn om vast stedelijk afval te verwerken, mits hun energie-efficiëntie ten minste :
 — 0,60 bedraagt in het geval van installaties die vóór 1 januari 2009 in bedrijf zijn en over een vergunning beschikken overeenkomstig het toepasselijke Gemeenschapsrecht;
 — 0,65 bedraagt in het geval van installaties waarvoor na 31 december 2008 een vergunning wordt afgegeven, zoals berekend met de volgende formule : Energie-efficiëntie = $(E_p - (E_f + E_i)) / (0,97 \times (E_w + E_f))$ waarin
 — E_p = de hoeveelheid energie die jaarlijks als warmte of elektriciteit wordt geproduceerd. Bij de berekening wordt energie in de vorm van elektriciteit vermenigvuldigd met een factor 2,6 en warmte die wordt geproduceerd voor commerciële toepassingen met een factor 1,1 (in GJ/jaar);
 — E_f = de jaarlijkse energie-input in het systeem afkomstig van brandstoffen die voor de productie van stoom worden gebruikt (in GJ/jaar)
 — E_w = de hoeveelheid energie die is besloten in de jaarlijks verwerkte hoeveelheid afvalstoffen, berekend aan de hand van de netto calorische waarde van de afvalstoffen (in GJ/jaar);
 — E_i = de hoeveelheid energie die jaarlijks wordt geïmporteerd, E_w en E_f niet meegerekend (in GJ/jaar);
 — 0,97 = correctiefactor om rekening te houden met energieverliezen via bodemas en straling. Deze formule wordt toegepast overeenkomstig het referentiedocument over de beste beschikbare technieken voor afvalverbranding.
 [**] Hieronder vallen ook vergassing en pyrolyse waarbij de componenten worden gebruikt als chemicaliën.
 [***] Hieronder valt ook bodemreiniging die resulteert in terugwinning van de bodem en het recycleren van anorganisch bouw materiaal. »

Bijlage 2 bij het decreet van 10 mei 2012 tot omzetting van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen

« Bijlage V : Voorbeelden van afvalpreventiemaatregelen bedoeld in artikel 24, § 4, onverminderd de bevoegdheid van de federale overheid.

Maatregelen die consequenties kunnen hebben voor de randvoorwaarden met betrekking tot de productie van afvalstoffen

1. Toepassing van planningsmaatregelen of andere economische instrumenten die een efficiënt gebruik van grondstoffen bevorderen

2. Bevordering van onderzoek en ontwikkeling ter verwezenlijking van schonere en minder verspilling veroorzakende technologieën en producten, alsmede de verspreiding en toepassing van de resultaten van onderzoek en ontwikkeling op dat gebied.

3. Ontwikkeling van relevante en doeltreffende indicatoren voor de milieudruk als gevolg van de productie van afvalstoffen, die moeten bijdragen aan de preventie van afvalproductie op alle niveaus, van productvergelijkingen op communautair niveau tot acties die door plaatselijke instanties worden ondernomen.

Maatregelen die consequenties kunnen hebben voor de ontwerp-, productie- en distributiefase

4. Bevordering van "ecologisch ontwerpen" (de systematische integratie van milieuaspecten in het ontwerp van een product, teneinde de milieuprestaties van het product gedurende de hele levenscyclus ervan te verbeteren).

5. Verstrekking van informatie over afvalpreventietechnieken ten einde de toepassing van de beste beschikbare technieken door het bedrijfsleven te vergemakkelijken.

6. Opleiding van het personeel van de bevoegde instanties met betrekking tot de opnemings van afvalpreventie-eisen in vergunningen uit hoofde van dit decreet en van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

7. Het opnemen van afvalpreventiemaatregelen in installaties waarop het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning van toepassing is. Waar passend, kunnen deze maatregelen afvalpreventie-evaluaties of -plannen omvatten.

8. Gebruik van bewustmakingscampagnes of verlening van financiële, besluitvormings- of andere steun aan bedrijven. Het laat zich aanzien dat dit soort maatregelen vooral doeltreffend zal zijn als zij worden afgestemd op en aangepast aan kleine en middelgrote ondernemingen, en gebruik maken van de bestaande netwerken van bedrijven.

9. Gebruik van vrijwillige overeenkomsten, consumenten-/producentenpanels of sectoraal overleg om ervoor te zorgen dat de betrokken bedrijven of industriële sectoren eigen afvalpreventieplannen of -doelstellingen vaststellen, c.q. maatregelen nemen om door producten of verpakkingen veroorzaakte verspilling een halt toe te roepen.

10. Bevordering van geloofwaardige milieumanagementsystemen, bijvoorbeeld EMAS en ISO 14001.

Maatregelen die consequenties kunnen hebben voor de consumptie- en gebruikfase

11. Economische instrumenten zoals de beloning van "schoon" aankoopgedrag of de instelling van een door de consument verplicht te betalen vergoeding voor een verpakkingsartikel of -element dat anders gratis ter beschikking zou worden gesteld.

12. Gebruik van bewustmakingscampagnes en verstrekking van informatie ten behoeve van het brede publiek of specifieke categorieën consumenten.

13. Bevordering van geloofwaardige milieukeurmerken.

14. Overeenkomsten met het bedrijfsleven, bijvoorbeeld het gebruik van productpanels zoals die welke in het kader van het geïntegreerd productbeleid in het leven zijn geroepen, of met de detaillisten met betrekking tot de beschikbaarheid van afvalpreventie-informatie en van producten met een minder groot milieueffect.

15. In het kader van aankopen door publieke organisaties en bedrijven, integratie van milieu- en afvalpreventie-criteria in aanbestedingen en contracten, overeenkomstig het op 29 oktober 2004 door de Commissie gepubliceerde "Handbook on environmental public procurement" (Handboek inzake milieuvriendelijke overheidsopdrachten).

16. Bevordering van hergebruik en/of herstelling van daartoe in aanmerking komende afgedankte producten of hun componenten, met name via educatieve, economische, logistieke of andere maatregelen zoals het ondersteunen of opzetten van erkende herstellings- en kringloopcentra en -netwerken, in het bijzonder in dichtbevolkte gebieden. »